

problèmes de la pratique révolutionnaire
LES MILITANTS DU PCF ET NOUS AUJOURD'HUI

LIRE EN PAGE 15

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 9 AU 15 OCTOBRE 1980 — N° 14

4,50 F

RIPOSTE DE MASSE AUX ATTENTATS FASCISTES !

LIRE EN PAGES 3 ET 4

Longwy :
faire taire
radio LCA
ou deux
conceptions
de la démocratie

LIRE EN PAGES 5 ET 6

Horizon 90 : le
«projet socialiste»

LIRE EN PAGE 8

idées
**A propos
du livre
d'André Gorz,
Adieux
au prolétariat**

LIRE EN PAGE 2



**L'Irak et
la France,
des relations
privilégiées**

LIRE EN PAGE 12

Sénatoriales :
la division
de la gauche
en action

LIRE EN PAGES 6 ET 7

A propos du livre d'André Gorz : Adieux au prolétariat

Le livre d'André Gorz *Adieux au prolétariat* se situe d'emblée dans le cadre de ce que l'auteur appelle la crise du marxisme, la crise du socialisme. Nous ne nous arrêtons pas ici à la critique que Gorz fait de Marx dans la mesure où l'intérêt essentiel du livre ne repose pas là. Ou plutôt, nous ne nous arrêtons pas à sa critique que dans sa partie positive, c'est-à-dire quand l'auteur essaie de rendre compte de la réalité sociale aujourd'hui en France et quand il envisage l'avenir de cette société. Car en effet, si, comme nous le verrons les réponses apportées dans cet ouvrage posent de très sérieux problèmes quant à leur capacité à contribuer à éclairer les conditions de transformation révolutionnaire de cette société, elles n'en correspondent pas moins à des questions réelles posées à tous ceux qui veulent aujourd'hui s'inscrire dans la lutte révolutionnaire. Par ailleurs, dans son argumentation, l'auteur prend en compte assez largement des aspirations qui existent, aspirations à échapper à la logique que le capitalisme impose de plus en plus dans l'ensemble des dimensions de la société.

A propos du sujet historique : adieux au prolétariat

Le prolétariat disqualifié pour la révolution

Dans un premier moment de son argumentation, A. Gorz va s'efforcer de justifier la thèse qui consiste à affirmer que le prolétariat ne constitue plus aujourd'hui une classe révolutionnaire. Cela est lié selon lui au développement du capitalisme qui a engendré progressivement une masse atomisée d'ouvriers sans autonomie ni pouvoir technique. Sur le plan de l'organisation du travail, cela s'est traduit par le taylorisme, et sur le plan du procès du travail lui-même par une division du travail à outrance. Dans ces conditions, observe l'auteur, l'ouvrier professionnel a pratiquement disparu, lui qui disposait d'une certaine qualification et d'un certain pouvoir dans l'entreprise. Et justement, c'est pour cette raison que la classe ouvrière a perdu sa capacité révolutionnaire : « Avec l'ouvrier professionnel polyvalent, sujet possible de son travail productif et, partout, sujet possible de la transformation révolutionnaire des rapports sociaux, a disparu la classe capable de prendre à son compte le projet socialiste et de le faire passer dans les choses ». Ainsi, si l'on en croit A. Gorz, c'est parce que l'ouvrier s'est trouvé de plus en plus dépossédé de pouvoir sur son travail, pouvoir lié à une certaine qualification, et parce qu'il effectue un travail qui l'assujettit à la machine et son fonctionnement, qu'il se trouve déqualifié pour jouer un rôle dans la transformation révolutionnaire de la société. On relèvera un seul point de cette argumentation : pourquoi l'auteur lie-t-il ainsi directement

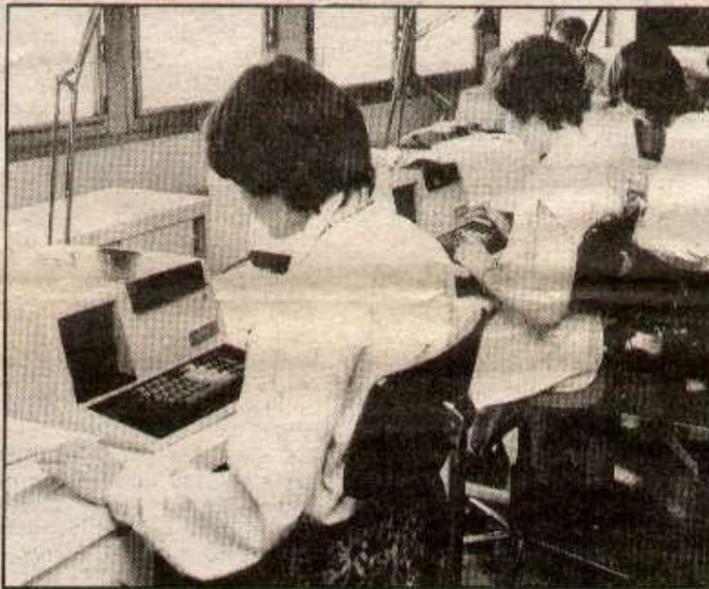
et mécaniquement « sujet possible de travail productif » et « sujet possible de la transformation révolutionnaire » ? Cette équivalence introduite ici entre une maîtrise sur le travail et une capacité révolutionnaire pose un problème : n'opère-t-elle pas une réduction gigantesque du pouvoir issu de la transformation révolutionnaire de la société à la seule maîtrise du procès du travail immédiat, ce qui expliquerait que la masse des ouvriers non-qualifiés soit alors mis par l'auteur en situation de passivité. Mais cette argumentation est d'autant moins convaincante qu'elle s'accompagne de remarques indiquant qu'avec la disparition des ouvriers de métier, disparaissent en même temps les traditions, cultures ouvrières. Il semble que le critère retenu par l'auteur pour juger des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière soit celui de niveau professionnel, garantissant un certain pouvoir et une certaine autonomie, et engendrant culture et traditions. Quant à la dimension politique, quant à l'expérience politique de la classe ouvrière, il n'en n'est pas ici question ; et nier une culture, des traditions sous prétexte qu'elles ont pu évoluer ne permet pas non plus de saisir la réalité. Cela n'empêche pas A. Gorz de conclure brutalement : « Le prolétariat est constitutivement incapable de devenir le sujet du pouvoir », conclusion pour le moins hâtive après une approche pour le moins partielle du problème soulevé. Mais puisque, dans la logique de l'auteur, le prolétariat se trouve ainsi, sans autre forme de procès écarté de la scène historique, il faut bien trouver un autre sujet historique : c'est la « non-classe des prolétaires post-industriels ».

La « non-classe des prolétaires post-industriels »

Quand il s'attache à définir ce regroupement, A. Gorz l'oppose à « la classe ouvrière traditionnelle qui n'est plus qu'une minorité privilégiée ». Cette classe ouvrière traditionnelle qu'il nous présentait au début de l'ouvrage comme étant astreinte à un travail déqualifié, assujettie à la machine, sans pouvoir sur son travail : il n'eût sans doute pas été inutile ici de préciser de quels privilèges il est question. Mais là n'est pas l'essentiel de l'argumentation. Cette société, A. Gorz la qualifie de post-industrielle, c'est-à-dire société dans laquelle les forces productives ont connu un tel développement que le travail y est devenu virtuellement superflu, et qui s'accompagne d'une mutation culturelle impliquant « une subversion radicale de l'idéologie, de l'échelle des valeurs, des rapports sociaux instaurés par le capitalisme ». Mais c'est de la crise de cette société que naît ce que l'auteur appelle un « prolétariat post-industriel », un « néo-prolétariat », une « non-classe ». Qui forme cette « non-classe » de « non-travailleurs » ? Ce sont les chômeurs, actuels et virtuels, ceux qui exercent des emplois précaires, les auxiliaires, les vacataires, les intérimaires, les employés à temps partiel, en d'au-

tres termes ceux qui forment ceux que l'auteur appelle une « nébuleuse d'individus changeants », et qui s'étend à presque toutes les couches de la société, et qui est virtuellement majoritaire. Ici, le critère d'appartenance, c'est la précarité ou le caractère partiel ou absent de l'emploi.

Observons d'abord qu'il est question ici de phénomènes bien réels et qui recouvrent le chômage, le travail intérimaire, les sans-statut, autant de réalités qui se sont effectivement développées avec la crise. Mais le problème, c'est celui des conclusions qui peuvent en être tirées du point de vue de la délimitation du sujet historique aujourd'hui, et de l'ampleur qu'on leur donne. Pour l'auteur, les caractéristiques de ce regroupement, c'est ce qu'il est composé de personnes n'ayant aucun sentiment d'appartenance de classe, qu'il refuse le travail social, qu'il est exclu de la société et dépourvu d'importance sociale, qu'il est généralement surqualifié par rapport aux em-



plis occupés et qu'il ne peut en aucune façon être le sujet d'un projet global. Outre le fait que ce regroupement rassemble des catégories hétéroclites, du point de vue de l'appartenance de classe dont l'une au moins n'y appartient que temporairement « les chômeurs » — il se voit attribuer des caractéristiques qui sont pour le moins généralisées et discutables : sur quelle analyse s'appuie par exemple l'observation selon laquelle les chômeurs ouvriers et autres chômeurs n'auraient aucun sentiment d'appartenance de classe ? Pourquoi refuser à priori à ceux qui se trouvent appartenir à ce regroupement conçu par A. Gorz le fait de vouloir s'inscrire dans un projet global ? Mais restons pour l'instant dans la problématique de l'auteur. On a donc ce regroupement supposé être devenu le sujet historique : à quelle transformation sociale celui-ci se trouve-t-il appelé ?

Quelle rupture ? Quelle alternative ?

Quand A. Gorz examine cette question de la rupture et de l'alternative, se présente une difficulté très sérieuse : on ne sait pas trop si les transformations dont il est question sont réalisées dans le cadre de la société capitaliste, ou si elles concernent ce que l'auteur appelle la société

socialiste post-industrielle ou société communiste. Ou en d'autres termes, il est difficile de savoir s'il y a un moment — celui de la prise du pouvoir — à partir duquel des changements radicaux peuvent être envisagés. Il est vrai que les forces que A. Gorz considère comme sujet social de la transformation révolutionnaire ne semblent pas en situation de s'organiser pour prendre le pouvoir. Il s'agit plutôt pour elles, « de participer à des luttes sociales tenant en échec la classe dominante et la domination de l'appareil d'Etat », de créer de nouveaux types de rapports sociaux impliquant une nouvelle manière de produire, de s'associer dans le travail, de promouvoir de nouvelles valeurs de réciprocité, de tendresse, de gratuité contre la compétition et le rendement, contre le productivisme, contre la logique capitaliste. Cette problématique élude une question centrale : comment penser l'avènement d'une nouvelle société ? Il semble que ce

central planifié, et une sphère de la liberté, où s'exerce souverainement l'activité individuelle et inter-individuelle dans des réalisations ayant leur finalité en elles-mêmes. Tout le problème, selon A. Gorz c'est de donner l'extension maximale à cette dernière sphère, d'élargir ce qu'il appelle cette niche où s'exerce l'auto-organisation, l'autonomie, la coopération, les échanges volontaires, et qui nie radicalement la logique capitaliste ou plus généralement la logique sociale en tant que nécessité. Là il s'agit alors de développer « l'expérimentation sociale, de nouvelles manières de vivre en communauté, de consommer, de produire et de coopérer ».

Ce qui semble remarquable ici, c'est le fait que, ce qu'il rapporte à la société dans son ensemble, ce qui relève de nécessités liées à l'existence de la société globale est représentée — quelle que soit la société dont il s'agit, capitaliste ou socialiste — comme quelque chose de négatif, comme une contrainte difficilement supportable pour les individus. D'où la nécessité d'élargir partout et toujours la sphère individuelle et inter-individuelle. Et on comprend dans ces conditions que cet objectif qui se refuse à être un projet global est fixé à ceux que l'auteur appelle une non-classe qui « se revendique comme subjectivité absolue » et qui aspire à une non-société. On comprend aussi que cette problématique conduise à relativiser au plus haut point la question de la prise du pouvoir dont, selon l'auteur « l'idée est à revoir fondamentalement » et à propos de laquelle il précise « le pouvoir ne peut être pris que par une classe déjà dominante dans les faits ». Ainsi il reste à « conquérir, à côté et sur l'agencement des appareils des espaces croissants d'autonomie, soustraits à la logique de la société la contre-carrure et permettant à l'existence individuelle de s'épanouir sans entraves ». Mais concrètement, que pourraient ceux qui s'inscriraient dans cette problématique face à un Etat capitaliste qui dispose de moyens considérables et qui ensere l'essentiel de la société dans sa logique ? Malgré ses dénégations et malgré sa référence aux luttes sociales, on peut craindre que, en définitive, *Adieux au prolétariat*, ne soit un appel à un repli sur la sphère privée, même si celle-ci déborde le strict cadre de la famille.

Ce refus de s'inscrire consciemment dans un projet global de transformation révolutionnaire de la société se trouve brutalement détourné par l'auteur : « Il ne s'agit donc plus de savoir où nous allons ni d'épouser les lois immanentes du développement historique. Nous n'allons nulle part, l'histoire n'a pas de sens ». Il ne resterait donc dans cette problématique à l'individu qu'à se replier sur sa propre subjectivité et à renoncer à tout projet révolutionnaire. Cette idée n'est pas très neuve et *Adieux au prolétariat* montre en fin de compte à quelle impasse elle conduit, même si par ailleurs, dans ce livre, comme nous l'avons vu, sont soulevées des questions qui méritent examen sérieux.

C.V.

Attentats fascistes : la responsabilité du pouvoir

Indignation, colère, dans tout le pays! Les néo-fascistes ont tué! Vendredi, quatre personnes ont trouvé la mort dans l'odieux attentat contre la synagogue de la rue Copernic. Et tout laisse à penser que ces criminels étaient prêts à massacrer beaucoup plus de monde encore, en choisissant comme cible cette synagogue, à l'heure d'un office religieux. Ils avaient commencé, la semaine précédente, par mitrailler en toute impunité plusieurs bâtiments appartenant à la communauté juive. Et vendredi, ils sont allés jusqu'au meurtre!

Sans aucun doute, ils ne craignent guère la répression. Ils sont bien placés pour savoir que pratiquement aucun des auteurs des crimes racistes de ces dernières années n'ont été inquiétés ou retrouvés, et à plus forte raison châtiés. Ils courent toujours, ceux qui ont assassiné des dizaines de travailleurs immigrés, ceux qui ont tué Henri Curiel ou Pierre Goldman, ceux qui ont multiplié les descentes armées dans le quartier du Sentier au mois de juin.

Bonnet : il faudra du temps

Et ce n'est pas les déclarations du Ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, faites après les attentats de la semaine précédente, qui auraient pu les effrayer. N'a-t-il pas déclaré le 28 septembre que ces attentats étaient «l'œuvre d'un petit grou-

pe», et qu'en conséquence «il ne fallait pas donner à l'affaire plus d'ampleur qu'elle ne le mérite»? N'a-t-il pas, le lendemain, insisté sur le fait qu'il faudrait du temps pour retrouver les auteurs de ces attentats? «J'ai décidé, a-t-il dit, de mettre en place des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger la communauté juive, tout en faisant activer les enquêtes en cours afin de parvenir à identifier et appréhender les auteurs des attentats. Je n'ai cependant pas caché aux membres de la délégation que ces enquêtes demanderaient peut-être de longs efforts».

Toutes les hypothèses pour brouiller les pistes

Et depuis l'attentat de la rue Copernic, il garde le silence. C'est le garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, qui a pris le relais, en émettant des hypothèses sur une tentative possible de destabilisation du régime, venue de l'extérieur. Tout y passe pour justifier l'injustifiable, du complot international aux ramifications difficilement cernables, à la culpabilisation de tout un chacun qui aurait au fond de lui quelque germe de fascisme latent!

Tout le monde et personne ne serait responsable.

Ils ont les mains libres

Bien sûr, pour faire bonne mesure face à l'indignation générale, on prend quelques initiatives. La cour de sûreté de l'Etat est saisie, quelques interpellations ont eu lieu. Des habitués, pourrait-on dire, responsables des divers groupuscules d'extrême-droite ont été conduits quai des Orfèvres, et la plupart relâchés. Quoi d'étonnant? Quel policier un peu sérieux pourrait penser que ce sont ces gens-là qui font les attentats? Pensait-on trouver chez eux les pièces à conviction propres à faire avancer l'enquête? Et même quand on trouve des armes, des faux papiers, quelques mois de prison le plus souvent avec sursis, ou même de simples amendes, le tout expédié discrètement en

flagrant délit, régle le problème. Assurément, les assassins avaient de bonnes raisons de se sentir les mains libres. Fredriksen, le secrétaire général de la FANE, ne risque que quelques mois de prison pour ce qui a été écrit dans son torchon! Pourtant il y a été clairement revendiqué l'attentat contre la librairie Le Phénix!

La clémence dont a bénéficié ce groupuscule néo-fasciste mérite que l'on s'y arrête. N'a-t-il pas fallu des mois de tergiversations policières pour qu'elle soit finalement dissoute? Le temps que ses responsables déposent les statuts d'une nouvelle organisation, baptisée «Faisceaux Nationalistes Européens», qui s'est tranquillement domiciliée au même endroit! N'a-t-on pas vu diffuser, après le procès de Fredriksen, des tracts signés d'un prétendu «commando Mario Tutti», faisant savoir qu'en cas de condamnation de l'inculpé, un certain nombre de personnes, membres du MRAP, ou de la LICRA entre autres, seraient «exécutées dans les 24 heures»? Visiblement, la police a plus vite fait de dépêcher ses cars de CRS contre les parents d'élèves de la rue Curial que ses RG pour identifier ces lanceurs de menaces!

Bonnet savait

Parler de laxisme, dans ces conditions, est bien en dessous de la réalité. Ce dont il s'agit est bien plus grave, comme l'ont révélé certains syndicats de police. Non seulement les autorités ont fermé les yeux depuis des années sur les exactions fascistes, mais elles ont parfaitement toléré que des membres de ces organisations travaillent dans la police. José Deltorn, secrétaire général du Syndicat Autonome des policiers en civil, l'a affirmé, impliquant directement le ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet: «M. Bonnet est en possession de la liste complète, comprenant 150 noms, des membres actifs de l'ex-FANE, et malheureusement pour la profession, un cinquième de ces personnes, c'est-à-dire 30, sont des policiers (...). Le directeur du personnel de la police est informé qu'un des

membres de sa direction, également membre de l'école de formation de police, est membre d'une organisation nazie (...). Ce ne sont pas des policiers qui se sont laissés aller vers cette organisation, mais en fait, on a laissé entrer dans la police des gens qui militaient dans des mouvements néo-nazis». D'autres responsables des syndicats de police confirment et donnent d'autres exemples tout aussi clairs, tel cet «officier instructeur des CRS qui, en 1977, avait appris à des élèves un chant fasciste, et qui était devenu depuis directeur de l'école des officiers de police de Nice».

Qui pourrait soutenir qu'en haut lieu, on ne savait rien? Comment se fait-il alors qu'un policier comme Paul-Louis Durand, qui signait déjà de son nom des articles dans le journal de la FANE, ait été présenté par l'enquête administrative «comme un homme n'ayant aucune activité politique». Comment se fait-il alors que les dossiers des renseignements généraux concernant l'extrême-droite, et plus particulièrement les néo-nazis, n'aient pas été actualisés depuis des années, ou pour le moins aient été épurés de tout ce qui pourrait les gêner? Comment se fait-il alors que la Brigade criminelle, chargée en principe de retrouver les auteurs de ces attentats, ne dispose en l'occurrence d'aucun fichier? Comment se fait-il alors que le dossier de l'ex-FANE, prêt depuis fin 1979, soit resté bloqué par la hiérarchie? Sans parler des renseignements fantaisistes ou périmés donnés aux policiers chargés des enquêtes, qui les conduisaient invariablement sur de fausses pistes.

Motivés pour la chasse à l'extrême-gauche

A tout cela, que peut répondre le gouvernement? Les accusations sont assez sérieuses, elles mettent à jour une logique qui ne fait pas de doute: ce qui a prévalu depuis des années, pour le gouvernement, c'est la chasse à l'extrême gauche, aux Corses, aux Bretons. C'est là que la police a concentré ses coups, depuis 1968. Et pour faire ce «travail», quoi de plus simple que de s'adresser aux plus «motivés», c'est-à-dire bien sûr aux néo-fascistes? En échange de ces services, on ferme les yeux!

En échange de ces services ...

Plus largement encore, ces révélations en rappellent d'autres

plus anciennes, qui montrent bien le type de rapport que le giscardisme n'a pas hésité à développer avec ces nervis. On se souvient que lors des présidentielles de 1974, le service d'ordre de Giscard en personne était largement recruté dans les rangs de l'extrême droite. Plus d'un député de la majorité n'a pas répugné à faire appel à ces organisations pour coller des affiches, en passant le cas échéant par certaines officines de gardiennage spécialisées dans ces basses besognes, attaques de piquets de grève par exemple. Le parti du président n'a pas non plus répugné à faire une place, parmi ses élus, à d'ex-militants d'extrême droite notoirement connus comme tels, Hubert Basso, député de l'Orne, Alain Madelain, député de l'Ille-et-Vilaine, ou Gérard Longuet, député de Bar-Le-Duc.

Caution idéologique

Certes, le giscardisme, ce n'est pas le fascisme. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que ce régime est d'une grande bienveillance pour ceux qui se réclament ouvertement du fascisme, qui prônent des théories racistes, et qui passent aux actes en toute impunité. Bien sûr, ils ne sont pas légion, ceux qui posent les bombes et tirent les coups de feu. Mais l'impunité dont ils jouissent les encourage à aller plus loin. Qui aurait pu imaginer, il y a seulement quinze ans, que ces groupes aient pignon sur rue, développent avec l'aide de médias complaisants, leurs points de vue sur l'inégalité inévitable entre les hommes, entre les races? Qui aurait osé, il y a seulement quinze ans, mettre ouvertement en doute les massacres commis par les hitlériens, banaliser, relativiser le fascisme? Aujourd'hui ils osent. Aujourd'hui, il est presque de bon ton, dans certains milieux intellectuels, de renouer avec cette droite ancienne, habillée de l'étiquette de «nouvelle droite». Cette caution idéologique s'est développée sans entrave ces dernières années, en même temps qu'étaient officiellement mis de côté le plus possible de rappels de la Résistance. C'est aussi en cela que le pouvoir, malgré les affirmations qui se veulent spectaculaires, n'est pas innocent du massacre de la rue Copernic.

Monique CHERAN

Notre parti s'associe et s'associera aux initiatives de masse en riposte aux attentats fascistes.

Le Comité central du PCFml communique

L'odieux attentat de la rue Copernic n'est hélas par un fait isolé. Il s'inscrit dans une série d'attentats antisémites et de crimes racistes que des groupes fascistes perpétuent depuis quelque temps, en toute impunité.

C'est ainsi que depuis quelques années, sous couvert de «réflexions philosophiques», des grands moyens d'information diffusent des théories racistes sans être aucunement inquiétés, alors même que la presse démocratique est poursuivie devant les tribunaux quant elle dénonce la patronat ou les «affaires» de Giscard.

C'est ainsi que de nombreux attentats ou crimes racistes restent à ce jour impunis, alors que la police intervient régulièrement, à grand renfort de moyens, pour s'opposer aux travailleurs en lutte.

C'est ainsi que les membres des groupuscules néo-nazis sont relâchés aussitôt qu'arrêtés, alors que de lourdes peines de prison pleuvent sur les militants corses et ceux qui les soutiennent.

Pendant des années, le pouvoir et sa police n'ont rien fait, bien au contraire, contre les apprentis-hitlériens. Ils portent une lourde responsabilité dans les crimes de ces derniers.

Face à l'odieux attentat de la rue Copernic, l'indignation ne suffit plus. Tous ensemble, il faut se mobiliser pour écraser le fascisme. Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste appelle à participer massivement aux mobilisations unitaires qui marqueront, dans tout le pays, la volonté des travailleurs d'en finir avec les provocations et les crimes de l'extrême-droite fasciste.

Samedi 4 octobre 1980

Abonnez - vous à Pour le Socialisme



20 numéros 100 F. 1 an : 200 F.

Mardi à Paris : 200 000 contre les fascistes et le pouvoir qui les soutient

Mardi, à Paris, et dans le même temps où de nombreuses manifestations se déroulaient en province, 200 000 personnes ont défilé de la Nation à la République, pour crier leur volonté d'en finir avec les crimes fascistes et pour dénoncer les responsabilités du pouvoir. La manifestation de mardi, l'une des plus importantes qu'on ait vu à Paris depuis plusieurs années, faisait suite à d'autres initiatives.

Dès le vendredi soir en effet, aussitôt connue la nouvelle de l'attentat, plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies spontanément rue Copernic. Samedi, à l'appel des dirigeants de la communauté juive le matin, du MRAP l'après-midi, et d'organisations juives le soir, des milliers de personnes étaient déjà dans la rue. Mais c'est incontestablement la manifestation de mardi qui a marqué le temps fort de la mobilisation. Au-delà de la — légitime — indignation spontanée, il s'agissait en effet de marquer

les responsabilités du pouvoir, lui qui laisse les fascistes agir en toute impunité depuis plusieurs années, et leur fournit même, dans les faits, une certaine caution avec ses lois racistes ou ses atteintes aux libertés. Appelés par le MRAP, puis par l'ensemble des organisations de gauche et les syndicats, la manifestation a bien rempli cet objectif.

Arrivée en dernière minute, la petite escouade de l'UDF, composée d'une dizaine de personnalités tout au plus, n'est pas parvenue à faire oublier par sa présence les responsabilités de la droite au pouvoir. «Le fascisme ne passera pas», «Unité contre le fascisme et le racisme», «Bonnet démission», «Giscard-Barre-Bonnet complices des assassins», tels furent en effet les mots d'ordre commun à l'ensemble des manifestants, dont le long ruban s'est déroulé pendant près de quatre heures. Là est probablement le fait principal du défilé de mardi. Organisée autour

de thèmes communs, cette manifestation ne fut pas pour autant homogène. Derrière le MRAP, dont le cortège s'est très vite grossi de nombreux anti-racistes inorganisés, les dirigeants de la communauté juive et les francs-maçons ceints de leurs écharpes, PS et PCF avaient choisi de défilier séparément. Numériquement les plus nombreux, les militants du PCF (et certaines sections ou UL CGT complètement imbriquées à ce cortège) insistaient sur le besoin de lutter contre «tous les racismes». Quant au PS, il est apparu comme rarement sans doute à Paris : cortège assez nombreux, services d'ordre puissants, slogans continus, internationale, etc. De toute évidence, le PS avait décidé de «marquer le coup», ce que la

présence de l'ensemble de ses dirigeants n'a fait que confirmer.

La gauche était dans la rue, donc, y compris les sections syndicales d'entreprises comme celles des PTT, des banques, du livre, etc.

Unie dans sa dénonciation du racisme et des responsabilités du pouvoir, la manifestation ne l'était de toute évidence pas dans les orientations politiques. Encadrée par un service d'ordre tout à fait impressionnant, plusieurs organisations juives, comme le Betar ou certains groupes du «Renouveau juif» avaient visiblement choisi de mettre en avant le thème du sionisme. Nettement séparé du reste de la manifestation, composé essentiellement de jeunes, ce cortège — peut-être un quart du total —

n'a pas caché son anti-communisme et sa haine de l'OLP. Pour être juste, il faut préciser que beaucoup d'autres juifs n'ont pas hésité dans leur dénonciation des crimes contre les travailleurs immigrés, victimes du même racisme et des mêmes fascistes.

Mais l'essentiel de la manifestation de mardi ne saurait être là. Se croyant tout permis avec ce pouvoir en place, les fascistes osent relever la tête. Ils tuent. Il fallait que le peuple descende dans la rue pour affirmer bien fort qu'il ne tolérera pas cela. Face à quelques groupes cachés dans l'ombre dans laquelle le gouvernement veut bien les laisser, il fallait démontrer l'immense force de ceux qui disent «ça suffit». Lié à toutes les manifestations de province, le défilé de mardi à Paris l'a fait.

La saisine de la Cour de Sûreté de l'Etat, c'est le gouvernement qui choisira qui doit être inculpé et qui doit être condamné

Depuis lundi, sur directive expresse du Garde des Sceaux, c'est la Cour de Sûreté de l'Etat qui est chargée de la procédure et de l'instruction du dossier. Pour Peyrefitte, il y a là la preuve de la fermeté gouvernementale «la Cour de Sûreté de l'Etat permet une enquête plus approfondie et plus rapide ainsi que des procédures plus efficaces. Elle permet d'aboutir plus vite et de frapper plus fort» a-t-il déclaré. De fait, les dizaines de militants corses, guyanais, bretons qui sont en prison à la suite des très lourdes peines infligées par cette juridiction d'exception peuvent témoigner de cette rigueur. Mais la décision de Peyrefitte n'est pas exempte d'arrière-pensées. Contrairement à la justice normale, la Cour de Sûreté de l'Etat a la particularité de permettre au pouvoir de contrôler les procédures de part en part, et de manière très directe. Le président de cette cour, ainsi que deux de ses quatre conseillers, sont nommés directement par le gouvernement, ce qui aboutit de fait à ce que les peines prononcées soient celles que souhaite le gouvernement. Il en va de même pour les magistrats chargés de l'instruction.

La procédure interdit à toute victime de se porter partie civile pendant l'instruction, c'est-à-dire que personne, hormis le gouvernement, ne peut connaître le dossier, demander des enquêtes complémentaires, ou contrôler la procédure. A tout moment, le pouvoir peut, par décret, intervenir dans l'instruction et c'est lui qui, en dernier ressort, prononce par décret la mise en accusation.

En saisissant la Cour de Sûreté de l'Etat, le gouvernement se donne entièrement les mains libres. Si des fascistes sont arrêtés, c'est lui qui décidera de leur inculpation ou pas. Si, dans le cours de l'instruction, les inculpés font des révélations, ou mettent en cause tel ou tel de leurs complices, le gouvernement sera entièrement libre de la révéler ou pas. Enfin, c'est lui qui décidera, en fonction de l'opportunité politique, de prononcer telle ou telle condamnation, après avoir, bien entendu, choisi lui-même le moment d'un éventuel procès.

Compte-tenu de l'indignation et de la mobilisation provoquées par les crimes de la rue Copernic, il faut sans doute s'attendre à ce que le gouvernement choisisse la fermeté si d'aventure les criminels venaient à être arrêtés. Le pouvoir aurait là un bon moyen de tenter de réhabiliter une Cour de Sûreté de l'Etat créée en 1963 soit-disant pour lutter contre les criminels de l'OAS, mais dont l'essentiel du travail jusqu'à ce jour a consisté à condamner les révolutionnaires ou les militants autonomistes. En dix ans, près de 2 000 condamnations ont ainsi été prononcées, dont une majorité à des peines de prison fermes.

Mais le fait que des fascistes, enfin, comparaissent devant cette cour — ce qui d'ailleurs n'est pas sûr du tout au vu de l'avancée de l'enquête — ne saurait faire oublier qu'il s'agit là d'une juridiction d'exception dont on ne trouve d'exemples nulle part ailleurs, si ce n'est dans quelques pays fascistes.



Une trop longue liste de crimes racistes impunis

Giscard a donné des consignes personnelles, Bonnet a réuni son état-major et «mobilisé» ses troupes de police, Peyrefitte entend saisir la Cour de Sûreté de l'Etat. Personne ne se plaindra de cette soudaine volonté affichée par le gouvernement «d'anéantir» comme dit Stoléru, les criminels racistes. Mais l'inquiétude, et le scepticisme, sont permis. Car l'attentat de la rue Copernic n'est pas un fait isolé. Il s'insère dans une longue suite de crimes et d'attentats racistes et antisémites dont la plupart restent impunis.

— Le 2 décembre 1977, Laïb Sebai, gardien du siège de l'Amicale des Algériens, à Paris, est assassiné par deux hommes qui prennent la fuite, après avoir signé leur crime du nom de «commando Delta». L'émotion est grande, les protestations importantes. Le ministre de l'Intérieur promet que «tout sera fait». Trois ans après, les criminels n'ont jamais été retrouvés.

— Le 20 septembre 1979, Pierre Goldman est abattu en plein

Paris. C'est un groupe «Honneur de la Police» qui revendique le crime. Face à la mobilisation grandissante, Peyrefitte déclare que «tout sera fait pour livrer les assassins à la justice». On ignore ce qui a vraiment été fait, mais toujours est-il que là encore les assassins n'ont pas été retrouvés.

— Le 11 août de cette année, un incendie criminel ravage l'imprimerie Encre Noire, à Marseille. Il y a un mort, et 11 blessés. C'est un groupe «Ordre et Justice nouvelle» qui revendique le crime, impuni à ce jour lui-aussi.

Et à côté de ces crimes qui ont entraîné une juste mobilisation, combien d'attentats, combien de «crimes ordinaires» vite classés par la police.

Crimes racistes : de 1971 à 1977, 70 travailleurs immigrés algériens ont été assassinés en France.

Attentats antisémites : un en 1975, à Paris. Quatre en 1976, à Paris et en banlieue. Six en 1977, à Paris, Grenoble, Ajaccio, en Moselle. Deux en 1978, à

Paris et Dijon. Neuf en 1979, à Paris, Bordeaux, Toulouse, Villeurbanne, Strasbourg. Plus d'une vingtaine depuis le début de cette année, comme si les fascistes, constatant l'impunité dont ils bénéficient, se sentaient de plus en plus à l'aise. Attentats fascistes aussi : le 8 mai 1979, un groupe «Honneur de la Police» piège la voiture de Maurice Lourdez, responsable du service d'ordre CGT sur Paris. L'intention de tuer est évidente.

En mars 1980, la librairie Le Phénix est ravagée par les flammes, après que des fascistes eurent jeté des cocktails molotovs.

Il y a plusieurs blessés. Le même mois, des militants du PCF sont attaqués dans le 4^e arrondissement, et des militants du PS rue Montorgueil.

Les chiffres officiels eux-mêmes disent les faits : du mois de juin 1977 à septembre 1980, il y a eu en France 159 attentats fascistes et racistes dont les coupables n'ont jamais été retrouvés. Pourquoi ?

Le 17 mai 1979, plusieurs milliers de manifestants montaient au relais de télévision du Bois-de-Châ à Longwy ; motif : protester contre le brouillage de LCA (Lorraine Cœur d'Acier), la radio de la CGT. Cette manifestation spontanée n'avait fait l'objet d'aucun appel. Il avait suffi que les animateurs de la radio disent : « On en a marre, on ne peut plus émettre avec le brouillage, on arrête ». La levée de boucliers se transformait rapidement en manifestation. L'agression des flics se heurtait à une vive résistance qui durait une bonne partie de la nuit et était surtout animée par une masse de militants de la CGT. Sur les cinq personnes arrêtées, trois avaient leur carte CGT dans la poche. Révélant le degré de révolte provoqué par les projets de restructuration et les milliers de licenciements qui étaient prévus, cette colère montrait également le degré d'attachement des travailleurs du bassin de Longwy à leurs radios, et tout particulièrement à LCA.

Aujourd'hui, il se trouve des gens qui, de l'intérieur même de la CGT veulent faire taire LCA. Oh, pas complètement ! Non, juste tout ce qui n'est pas point de vue de la CGT. Car, c'est là l'originalité de LCA et la raison qui lui a valu son succès : c'est une radio de la CGT mais aussi une radio complètement ouverte, où n'existe pas de censure, où s'exprime qui le veut.

L'offensive contre LCA a provoqué une véritable révolte dans les rangs des militants longwoviens de la CGT.

S'il est un endroit où les « grandes orientations novatrices du 40^e Congrès » ont connu une application créatrice, c'est le studio de radio LCA installé dans le hall d'entrée de la mairie de Longwy-haut.

LCA est née le 17 mars 1979, quelques mois après les assises confédérales de Grenoble où de nombreuses voix s'étaient élevées pour réclamer l'ouverture, le débat, la prise en compte des points de vue différents. Georges Ségué lui-même lançait un vibrant appel du haut de la tribune à rompre avec « les méthodes qui ont pu correspondre aux situations et besoins d'une époque mais qui, de nos jours, sont devenues des routines paralysantes, restrictives de l'activité de masse, de nature à nourrir des manifestations d'étroitesse, voire de sectarisme, à nuire à l'autorité de la CGT et à son caractère démocratique » (1). Des militants par centaines ont entendu ce message nouveau sans forcément mesurer complètement ce qu'il impliquait comme transformations dans la pratique quotidienne. A Longwy aussi, l'appel sera entendu, mais ne donnera pas lieu à recherches immédiates. C'est un peu plus tard, quand un certain nombre de conditions seront réunies que sera tentée cette expérience, unique en son genre, d'une radio CGT entièrement ouverte.

Dans un climat de lutte

Mars 1979 : cela fait plus de trois mois que le SOS brille chaque nuit tout en haut du crassier de Senelle. Longwy vit au rythme des opérations « coup de poing ». La fièvre s'est emparée de cette cité ouvrière toute entière organisée autour de la sidérurgie ; la rage de ces travailleurs, de cette population qui refuse de voir la ville rayée de la carte comme les maîtres de forge en ont le projet. Dans cette effervescence permanente d'occupations en meetings, de manifestations en attaques de commissariat, c'est un bouillon-

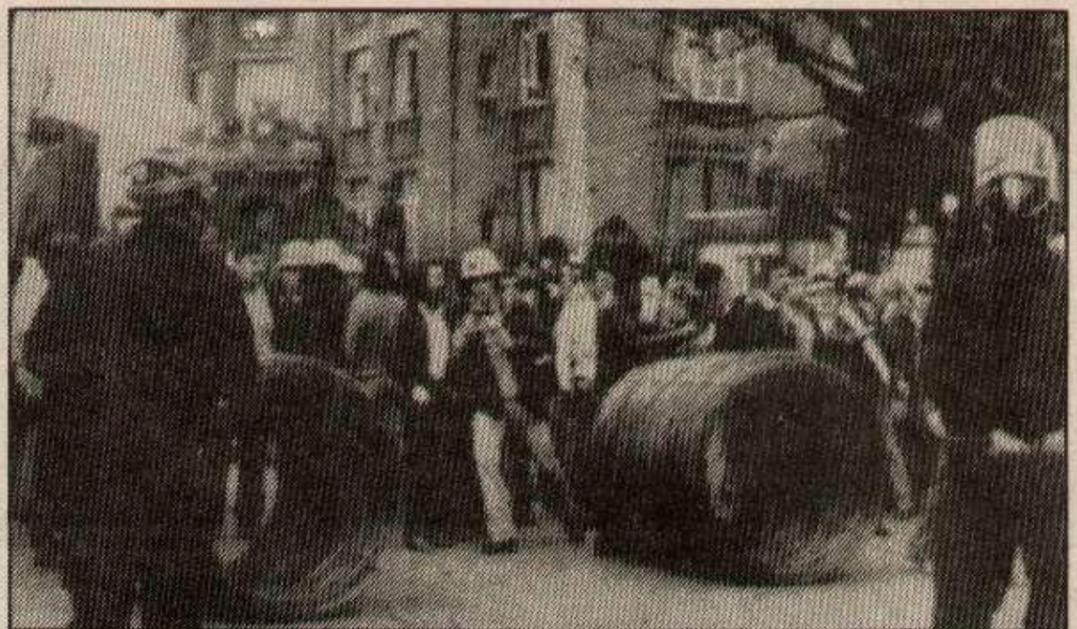
nement d'idées, d'initiatives, de débats passionnés, de remises en cause des vieux schémas, de l'action « traditionnelle ».

Les militants CFDT sont aux premières lignes. Chaque soir, leur radio « SOS Emploi » informe, commente, ouvre des débats. Moyens modestes et expérience inexistante, Radio SOS Emploi conquiert cependant une audience qui grandit au fil des jours dans le bassin longwovien.

Les militants CGT ne sont pas en reste. Plus nombreux et mieux implantés dans les usines que les cégétistes, ils parviennent cependant difficilement à dépasser le cadre étroit de la « défense de la sidérurgie française contre les trusts allemands » et des grandes manifestations de masse aux lendemains incertains. Pourtant la dynamique lancée au départ en dehors d'eux, mais dans laquelle nombre d'entre eux finissent par se retrouver progressivement va parvenir à créer une situation contradictoire et extrêmement intéressante. On verra par exemple tel responsable cégétiste qui, hier encore fustigeait « ceux qui font de la fumée devant le commissariat », se retrouver à la tête de commandos décidés pour des opérations coup de poing fort peu pacifiques. Ou tel autre qui ne cesse de parler d'action s'opposer farouchement à ses propres militants qui eux veulent appuyer énergiquement l'occupation du relais de télé organisée par les cégétistes. Bien qu'il ne soit pas toujours visible de l'extérieur, le débat, parfois âpre, toujours passionné est présent en permanence dans les rangs cégétistes. Tout est sujet à discussion : les formes de lutte, les moyens d'action, les objectifs de lutte, l'unité d'action avec la CFDT, avec les autres forces....

La naissance de LCA

C'est dans ce contexte que la confédération CGT décide d'une journée nationale d'action avec montée à Paris pour le 23 mars. Dans la foulée, l'idée qui germe depuis quelque temps est défini-



Plusieurs milliers de personnes rassemblées en une demi-heure devant les grands bureaux d'Usinor. LCA avait lancé un appel à la mobilisation générale.

Longwy : faire taire Radio LCA ou deux conceptions de l'ouverture démocratique

tivement lancée : la CGT de Longwy va se doter d'une radio. Au départ, c'est pour préparer le 23 mars qu'elle est créée. De ce point de vue, elle remplit parfaitement la tâche qui lui est confiée. La direction confédérale tient beaucoup au succès du 23 mars ; LCA jouera pleinement son rôle, au cœur de la mobilisation.

Il faut bien le dire, une autre raison a poussé les responsables cégétistes, eux qui ne sont pas très chauds partisans des radios-libres, à créer LCA : à Longwy, les militants cégétistes occupent une bonne part du terrain, leur radio occupe seule les ondes. L'intérêt du début dans la population, commence à se transformer en véritable engouement pour cette petite voix partie intégrante de la lutte et à son service. Des responsables CGT et aussi des militants se sont émus de cette situation et ont déployé des efforts importants pour parvenir à décider les plus réfractaires à l'idée de la radio. Certain secrétaire de syndicat ne cachait pas alors son idée : « Il n'y a pas de mystère. Il faut mettre les moyens pour donner à la CGT, la radio qui lui revient, c'est-à-dire une place prépondérante ». De fait, les moyens seront mis. Un puissant émetteur, un studio bien aménagé, deux journalistes permanents militants de la CGT, venus tout exprès, LCA émet quasiment toute la journée. Assez rapidement, elle couvrira la frêle voix de SOS Emploi qui ne dispose pas de tels moyens. « Dommage disait un animateur cégétiste. On comprend d'autant moins que nous avons toujours, depuis le début, proposé de mettre SOS Emploi à la disposition et sous le contrôle de l'intersyndicale alors que nos camarades de la CGT ont toujours refusé ».

D'entrée de jeu donc, LCA s'était clairement située au cœur de la lutte, un moyen supplémentaire très important pour les sidérurgistes et la population de Longwy dans leur résistance aux plans de chômage des barons de l'acier. De fait, LCA était de

toutes les mobilisations. Mieux, elle a souvent joué un rôle irremplaçable, par la rapidité de son intervention. Moyen moderne et rapide, elle a tenu une place originale dans tous les cas. Par exemple quand les flics ont cerné les grands bureaux où des militants de la CGT et de la CFDT retenaient des responsables d'Usinor, un véritable mot d'ordre de mobilisation générale était lancé sur les ondes. En une demi-heure, près de 5 000 personnes faisaient face aux flics et les obligeaient à remonter dans leurs cars.

Une certaine conception de l'ouverture

Radio pour la lutte, LCA était aussi une radio très ouverte, respectant scrupuleusement les idées, les points de vue, donnant la parole à tous ceux qui le désiraient. Dans un interview au *Quotidien du Peuple* en juin 1979, Marcel Trillat et Jacques Dupont, les animateurs, expliquaient leur conception de la radio : il ne s'agit pas, disaient-ils en substance, de reproduire des clichés semblables à ceux qui existent sur les radios habituelles. Il faut complètement changer tout cela ; nous voulons parvenir à donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais. Et ce n'est pas facile. Il ne suffit pas de donner la parole aux gens pour qu'ils la prennent. Il faut transformer les consommateurs en acteurs. Et de conclure : pour parvenir à cela, il est absolument impératif d'avoir une radio complètement ouverte ou n'existe aucune censure. Bien sûr, c'est la radio de la CGT, celle-ci doit y avoir une place prépondérante. Cela dit, tout le monde doit pouvoir s'y exprimer, c'est la condition pour que cela marche.

Il n'est pas exagéré de dire que LCA a constitué un événement important à Longwy. Très vite, elle est devenue la radio des travailleurs, très écoutée dans tout le bassin, aussi loin que puisse porter son émetteur. Sa

conception de l'ouverture, du débat lui a valu une solide réputation et a créé autour d'elle un réseau très étendu d'auditeurs, d'amis, de défenseurs.

Sur LCA, pas de sujets-tabous on parle de tout, on organise des débats sur tous les sujets : sur la lutte bien sûr, mais aussi sur les jeunes, sur la sexualité et, jusque sur un sujet aussi brûlant que l'Afghanistan. Pratique permanente du direct, droit de réponse garanti à tous, débats contradictoires entre syndicats ou organisations de gauche et d'extrême-gauche sur quantité de questions, revues de presse... tous les jours, il se passait quelque chose sur LCA.

Faire taire LCA ?

Ainsi, malgré les interventions policières, les menaces, l'intimidation, le brouillage permanent, le pouvoir n'est pas parvenu à faire taire LCA. La mobilisation populaire autour de la radio l'en a empêché. Mais, ce que le pouvoir n'est pas parvenu à faire en redoublant de hargne, frappant de l'extérieur, d'autres vont-ils y parvenir en faisant un travail de sappe de l'intérieur ? On est en droit de se poser la question après les multiples tentatives qui ont été faites et qui se poursuivent présentement. Certains, à la tête de la confédération ont décidé qu'il y en a assez de cette expérience. Contre l'avis de la grande masse des militants de Longwy et des membres (2500 environ) de l'association des amis de LCA.

Comme souvent en pareil cas, les moyens employés ne sont pas toujours d'un très haut niveau. Ainsi, on a commencé par supprimer le salaire de deux journalistes ; comme ça, sans prévenir et sans donner de raison. Des ragots, des faux-bruits ont circulé sur tel ou tel militant ; des pressions ont été exercées sur des « éléments » moins déterminés.

Mais, les censeurs ne s'attendaient pas à trouver la résistance

SUITE PAGE 6

Longwy : faire taire Radio LCA ou deux conceptions de l'ouverture démocratique

SUITE DE LA PAGE 5



qu'ils doivent affronter. L'esprit de débat, de confrontation des points de vue, de la discussion franche et ouverte a énormément gagné du terrain. Les méthodes employées et l'objectif recherché ont soulevé une tempête de protestations. Certains militants, hier encore très marqués par l'esprit de boutique ne se cachent pas pour crier à la dictature et dénoncent les « méthodes déguelasses de la confédération ». Michel Olmi, le secrétaire de l'UL a démissionné. Des camarades qui travaillent avec lui ont révélé qu'il n'en pouvait plus de supporter les pressions et les ragots. Il ne s'est trouvé que bien peu de militants pour défendre les positions confédérales au cours des réunions de discussion sur la question de la radio.

Maintenant, on discute

Mais que cherchent donc les censeurs de la confédération ? La CGT a toujours eu une place privilégiée sur les ondes de LCA. Ses positions, ses points de vue, ses analyses ont été largement diffusées. Toutes les mobilisations entreprises par la CGT ont été activement soutenues par la radio. On peut même dire que LCA a contribué de manière non-négligeable au succès de nombre d'initiatives de la CGT. Alors ? Alors, il se trouve qu'il est toujours difficile lorsqu'on lance

une mécanique démocratique du type de celle qui a été lancée à Longwy d'en mesurer tous les effets et d'en garder la maîtrise. Surtout, lorsque certaines positions sont à ce point si peu assurées qu'elles deviennent difficiles à défendre dans des débats contradictoires. Ainsi, par exemple lorsqu'il a été débattu des problèmes posés par l'intervention soviétique en Afghanistan.

Plus généralement, il s'est produit une énorme évolution des esprits dans le cours de la lutte et de cette expérience profondément intéressante. Nombre de militants se sont ouverts à la discussion, se sont habitués à écouter d'autres points de vue, ont été amenés à défendre les leurs. Ce mouvement a concerné aussi des responsables de syndicat, des militants engagés politiquement dans des partis de gauche et d'extrême-gauche ; on a parlé ensemble, on a changé le type de rapport bloqué qui pouvait exister auparavant. Ce n'est pas rien ! Souvent, on n'est pas d'accord. Et alors ? où est le problème ? On en discute. C'est ce qu'a permis LCA et c'est beaucoup. Dans cette démarche, les travailleurs et la CGT ont tout à gagner. Les censeurs auraient-ils quelque chose à perdre ?

1) Georges Séguy : Rapport d'ouverture au 40^e Congrès confédéral de nov-décembre à Grenoble.

Sénatoriales : La division de la gauche en action

Généralement de peu d'intérêt, de par le mode de scrutin en vigueur et les pouvoirs restreints de la « Haute Assemblée » sous la V^e République, les élections sénatoriales ont cette année une résonance toute particulière. PS et PCF distribuent actuellement des centaines de milliers de tracts dont l'objet n'est pas de commenter les résultats d'ensemble, mais bien, au travers de quelques exemples, de démontrer la « trahison » de l'ex-partenaire de la gauche. Ainsi, pour le PCF, « le but des socialistes comme de la droite était clairement d'empêcher une juste représentation du PCF, et les résultats prouvent qu'ils ont bien conjugué leurs efforts dans les faits ». Avec autant de vigueur, le PS retourne l'accusation : « Pour la première fois depuis des dizaines d'années, les chefs communistes ont ouvertement choisi de faire élire le représentants de la droite contre ceux des travailleurs, contre des candidats socialistes ».

De toute évidence, à moins de sept mois du premier tour de l'élection présidentielle, l'affaire des sénatoriales va avoir de profondes répercussions. Essayons donc de voir, le plus exactement possible, ce qui s'est réellement passé.

Dans la mesure où la gauche avait sensiblement renforcé ses positions dans les municipalités (élections de 1977) et les conseils généraux (cantonales de 1976 et 1979), l'optimisme était de rigueur au printemps dernier, quand il fut pour la première fois question des élections sénatoriales. C'est au mois de mai que le Comité central du PCF évoqua ce problème, pour proposer que dans chaque département concerné, des accords soient conclus au deuxième tour, « afin de battre la droite ». Même si la formulation était volontairement floue (« accords » pouvant signifier désistement réciproque au second tour), il s'agissait en fait pour le PCF de rééditer le « coup » des municipales, en profitant des voix socialistes pour engranger un maximum de sièges de sénateurs.

Toujours est-il que le PS, engagé dans une campagne interne des désignations de ses candidats, ne répondit pas à ces propositions.

La polémique prit son réel essor dans les premiers jours de septembre, juste avant la désignation par les conseils municipaux des « grands électeurs », le 7 septembre. Arguant de l'exemple de la petite ville du Grau-du-Roi, dans le Gard, où le maire socialiste refusait que les délégués du conseil municipal soient désignés à la proportionnelle, Madeleine Vincent, chargée des élections au BP du PCF, dénonçait les « manœuvres politiciennes » du PS, accusé de vouloir « limiter le nombre des délégués sénatoriaux communistes ». Et elle terminait par une menace : « Il ne faut pas priver le PC de sa juste représentation et attendre ses voix pour se faire élire ou pour favoriser des manœuvres avec la droite ». Georges Marchais était plus explicite encore le 9 septembre : « Nous avons fait comprendre au PS, que dans la mesure où il priverait volontairement le PC, ne serait-ce que d'un seul siège, il le paierait ».

Toujours silencieux, le PS ne

prit officiellement position que le 17 septembre, soit après la désignation des grands électeurs, après donc que les comptes furent fait. Dans un communiqué, le bureau exécutif demandait à ses fédérations « en fonction des résultats du premier tour de faire aux autres formations de la gauche des propositions d'accord pour le second tour ».

Dans la mesure où le choix politique des 1 000 à 1 500 grands électeurs de chaque département était pour la plupart du temps connu, la position du PS apparaissait comme une position de force : l'accord « en fonction des résultats du premier tour », ne pouvait être qu'un accord de désistement, en faveur des candidats les mieux placés, à moins que le PS n'accepte, dans certains cas, et moyennant contre-partie, « d'offrir » ici ou là, une place au PCF dans les listes communes du second tour.

Les termes de la dispute étaient donc clairs : d'un côté un PS qui n'entend faire aucun cadeau (mais qu'est-ce qui pourrait le pousser à le faire, lui qui est dénoncé par l'Humanité, comme étant « à droite » ?), et de l'autre, un PCF qui n'entend accepter une progression de la gauche que pour autant qu'elle lui profite, à lui.

D'où les menaces du PCF « loyalement » exprimées avant d'être mises à exécution. Mettant en avant une proposition — celle d'une liste unique dès le premier tour dans les Côtes-du-Nord, en sachant pertinemment que le PS refuserait, nous allons le voir, le PCF pratiquait ce qu'il faut bien appeler un chantage : « Il a été convenu avec les fédérations que si le PS maintenait son refus de liste commune garantissant l'élection du candidat communiste au premier tour dans les Côtes-du-Nord, les candidats communistes se maintiendraient au second tour, non seulement dans ce département, mais encore dans les départements de la Dordogne, de la Creuse, de la Corrèze, où les candidats socialistes entendent se faire élire ».

SUITE PAGE 7

Sénatoriales : la droite a de quoi être satisfaite

SUITE DE LA PAGE 6

avec les voix communistes.» (Madeleine Vincent, la veille des élections).

La menace, on le sait, fut mise à exécution, au-delà même de son énoncé, puisque le PCF se maintint dans une dizaine de départements, organisa un mauvais report des voix dans la plupart, mais même dans quelques cas, fit voter ses électeurs à droite au second tour pour empêcher l'élection d'un socialiste !

Trois exemples donnant la mesure des manœuvres politiques auxquelles se livrèrent les partis de gauche.

Le Doubs

Dans ce département, qui figurait parmi les «menaces» du PCF, aucune négociation n'eut lieu entre les fédérations avant les élections. Le premier tour fit apparaître une majorité pour la gauche, la moyenne des trois scores du PS étant de 558 voix, celle du PCF de 138 voix, et celle de la droite de 637 voix. La «discipline républicaine» aurait donc pu faire élire les trois candidats socialistes, occasionnant par là, entre autre, la défaite d'Edgar Faure. Il n'en fut rien. Maintenant sa liste au second tour, le PCF permit l'élection d'Edgar Faure (665 voix), et de Louis Souvet, UDF, et directeur du personnel de l'usine mécanique de Peugeot (663 voix).

Mais il y a pire : voulant à tout prix, au nom des «représailles», empêcher la réélection du sénateur sortant Schwint, maire socialiste de Besançon, une dizaine de grands électeurs du PCF n'hésitèrent pas à «panacher» leur bulletin en rayant un des trois candidats PCF qui n'avaient aucune chance, pour rajouter le nom de Vercellotti, le troisième de la liste de droite. De fait, celui-ci obtint au deuxième tour un score beaucoup plus flatteur et faillit, à une seule voix près, battre Schwint !

En dehors des considérations nationales, le PCF a quelque mal à justifier sa position : il le fait en rappelant qu'en 1977, le maire de Besançon avait retiré leurs délégations aux adjoints PCF. L'argumentation est un peu légère, d'autant plus que Besançon est l'une des villes où, semble-t-il, au niveau municipal, l'union de la gauche va moins mal qu'ailleurs. Jusqu'à aujourd'hui en tout cas. A la fédération du PCF, on ne nie pas que quelques électeurs PCF aient choisis Vercellotti contre Schwint : on précise simplement que «le PCF n'est pas maître des ses électeurs», et que certains «tellement offusqués par l'attitude des socialistes», on pu aller jusqu'à «cette extrémité»...

Mais les faits sont là, largement exploités par le PS : en se maintenant au second tour, le PCF a fait élire un directeur du personnel de Peugeot, UDF, au détriment d'un socialiste, adhérent à la CGT, et travaillant dans une entreprise actuellement en lutte, Japy-Marne.

Ironie du sort, le nouveau sénateur de droite passait en procès la semaine dernière, pour ses pratiques anti-syndicales en tant que directeur du personnel. Et ceux qui l'accusent, à juste

titre, n'auront sans doute pas manqué d'utiliser les éléments de dénonciation des patrons de Peugeot, qu'on trouve dans un livre sur les «Milices Peugeot», écrit par ... Pagnelli, le secrétaire fédéral du PCF, celui-là même qui a refusé de se désister...

Les Côtes-du-Nord

Dans l'affaire des Côtes-du-Nord, le détonateur a débuté à la fin du mois d'août, à l'occasion d'une première réunions entre les fédérations départementales. Le PCF propose alors une liste commune au second tour, composé de deux socialistes et d'un communiste, pour respecter le rapport de force issu des élections récentes. Le 3 septembre, le PS accepte, et l'accord est rendu publique.

Survient la désignation des grands électeurs, le 7 septembre. Le PCF parle de manœuvres, en insistant sur le cas de Saint-Brieuc. La municipalité y est homogène : 35 conseillers, tous socialistes, et grands électeurs de droit, doivent désigner 22 autres grands électeurs. Estimant qu'il a largement concouru à l'élection de cette municipalité, le PCF demande à ce que les 22 grands électeurs supplémentaires soient PCF. Refus de la municipalité, qui choisit la proportionnelle : il y a aura 11 grands électeurs supplémentaires pour le PS, 10 pour le PCF et 1 pour le PSU.

Saisissant ce cas, la fédération du PCF fait savoir qu'elle n'a pas confiance pour le deuxième tour, et qu'elle exige une garantie, à savoir une liste unique dès le



Le mode de scrutin : un champ-clos pour les magouilles

Le mode de scrutin aux sénatoriales ouvre la voie à toutes les magouilles possibles. Les «grands électeurs» sont les députés, les conseillers généraux, et les «délégués» des conseils municipaux. Dans les villes de plus de 9000 habitants, tous les conseillers municipaux sont «délégués». Les conseils municipaux de moins de onze membres n'ont droit qu'à un délégué, ceux de treize membres à trois délégués, ceux de dix-sept membres à cinq délégués, ceux de vingt-et-un membres à sept délégués, et ceux de vingt-trois membres à quinze délégués.

En outre, dans chaque ville de plus de 30 000 habitants, le conseil municipal doit élire un délégué supplémentaire par tranche de 10 000 habitants au-dessus de 30 000. Sauf accord préalable, cette désignation se fait à la proportionnelle. Dans les conseils municipaux des villes de moins de 9000 habitants, l'élection des délégués se fait au scrutin uninominal à trois tours : lors des deux premiers tours, il faut la majorité absolue, et la majorité simple au troisième tour.

Au Grau-du-Roi, exemple mis en avant par le PCF pour dénoncer la désignation des grands électeurs, le conseil municipal a vingt-trois membres, et devait donc avoir quinze délégués. La représentation proportionnelle, réclamée par le PCF, aurait donné huit délégués au PS, cinq au PCF, et deux à la droite. A l'issue du troisième tour, à la majorité simple, neuf socialistes ont été désignés, cinq PCF, et un seul délégué de droite.

A l'exception des départements numériquement importants (cette fois-ci les Bouches-du-Rhône et la Gironde), l'élection des sénateurs ne se fait pas par liste. Chaque grand électeur dispose d'un bulletin sur lequel il doit inscrire autant de noms que de postes de sénateur à pourvoir dans son département. Le panachage est ainsi largement pratiqué, au gré des accointances avec tel ou tel candidat, ... ou au gré des manœuvres politiques, comme on a pu le voir cette fois-ci.

Outre qu'il ouvre la voie à toutes les manœuvres, ce type de scrutin, c'est son but final, ferme automatiquement la porte à toute élection qui ne soit pas celle d'un notable, disposant déjà de relais électoraux importants.

premier tour. La proposition est faite le 15 septembre, et aussitôt refusée par le PS. Les instances nationales confirment immédiatement ce refus : pourquoi les Côtes-du-Nord, et pas ailleurs ? Quand les dirigeants nationaux du PCF menacent de ne pas se désister dans plusieurs départements, s'il n'y a pas de liste unique dès le premier tour dans les Côtes-du-Nord, ils savent donc que la position socialiste est prise, et que ce sera non.

Là encore le maintien du PCF provoque la victoire de la droite : au premier tour, 588 voix de moyenne pour celle-ci, 581 pour le PS et 301 pour le PCF. Au deuxième tour, deux sénateurs de droite élus, contre un seul socialiste. Au deuxième tour, les trois candidats maintenus du PCF perdent environ 120 voix : pour la moitié d'entre elles, il s'agit de grands électeurs qui ont malgré tout fait jouer la «discipline républicaine», panachant parfois deux PS et un PC (Quemper, le secrétaire fédéral). Mais la droite gagne elle aussi des voix, une soixantaine, qui proviennent d'un panachage de grands électeurs PC. Régnauld, le sénateur PS élu, ne dispose d'ailleurs au second tour que de 27 voix d'avance sur le candidat RPR !

L'Hérault

Dans ce département, les trois socialistes sont élus, confortablement, et sans l'appoint des voix du PCF. Un des trois candidats

de ce parti s'est en effet maintenu au deuxième tour, les deux autres voix des grands électeurs PCF allant sur le candidat MRG. Dans l'Hérault, le PCF avait proposé une liste commune au second tour : un socialiste et un communiste, dans la mesure où l'autre socialiste, Vidal, était assuré de son élection au premier tour. Cette proposition était logique, si l'on prend en compte non pas le scrutin indirect des sénatorial, mais les derniers résultats du suffrage universel direct : en 1978, par exemple, le PS avait sur l'Hérault 27 % des voix, et le PCF 25 %. Les socialistes ont préféré refuser cette logique-là, et profiter du mode de scrutin pour renforcer leur position.

Les faits sont là. Engagés dans leurs tentatives réciproques de lamener l'ancien partenaire, PS et PCF ont joué jusqu'à l'absurde le jeu des manœuvres politiques, protégés qu'ils étaient par le caractère confidentiel des élections. Comme à plusieurs reprises dans le passé, notamment lors des élections européennes de juin 1979, le PS montré qu'il se satisfait fort bien de tous les modes de scrutin, même les plus iniques, pour autant qu'il en profite. Quand au PCF, le «parti anti-giscard», il a préféré, délibérément, consciemment, faire élire des gens de droite plutôt que de perdre du terrain sur un PS qui semble être son véritable adversaire dans la période.

Horizon 90 : le «projet socialiste»

Par Jean LERMET

(1) Le PS, la France et le monde

Tel qu'il se présente, le *Projet socialiste*, adopté par le PS en janvier dernier, a une fonction bien différente du programme adopté par ce parti en 1972 : il ne s'agit plus de délimiter des positions à partir desquelles pouvaient se dessiner des convergences et se cristalliser des limites à la rédaction d'un programme commun avec le PCF. «Le Parti Socialiste ne peut compter que sur ses propres forces», indique à ce sujet le chapitre : «Reconstruire l'union sur des idées claires», ce texte est donc celui d'un parti qui se prépare à aller seul à la bataille du premier tour des élections présidentielles, les dés d'une candidature Marchais étant depuis longtemps jetés.

S'agit-il pour autant d'une sorte de programme du candidat socialiste pour 1981 ? Là-dessus, les avis divergent selon les courants. Et pour cause ! Comme le programme de 1972, le «projet» a été élaboré à la faveur d'une alliance entre le CERES et les partisans de François Mitterrand. Comme dans celui-ci, le poids des idées du CERES dans la rédaction est évident. Ligotier Michel Rocard dans le carcan d'un texte dont beaucoup de passages lui répugnent, tel était à l'évidence l'objectif tactique poursuivi par ses rédacteurs. A quoi le courant rocardien a riposté en faisant le gros dos, entretenant un doute sur les échéances auxquelles les mesures préconisées peuvent être appliquées. La polémique à ce sujet vient d'ailleurs de refaire surface à l'occasion de la dernière réunion du comité directeur. Pourtant, quelle que soit sa fonction tactique, le *Projet socialiste* est actuellement le texte le plus complet dont on puisse disposer pour juger des orientations du PS, telles qu'elles résultent des rapports de forces dans ses rangs. C'est pour cette raison que nous avons choisi d'en examiner quelques uns des aspects.

La partie du «projet socialiste» qui traite de la situation internationale présente une particularité : c'est le terrain sur lequel les alliances actuelles entre courants, essentiellement déterminées par l'attitude vis-à-vis du PCF, se trouvent le plus battues en brèche. On connaît jusqu'ici rocardiens et mitterrandistes pour être plus volontiers atlantistes, le CERES tendant de son côté à voir l'ennemi plus du côté américain que du côté soviétique. Or ce sont aujourd'hui les deux derniers courants qui se trouvent alliés pour diriger le parti. Le «projet socialiste» ne pouvait pas, dans ces conditions, échapper à certaines ambiguïtés.

Le «projet socialiste», dans un de ses chapitres consacrés à la situation internationale, définit les objectifs suivants : «Affermir la paix en la fondant sur l'organisation collective de la sécurité et du désarmement, construire véritablement l'Europe sur la solidarité de ses travailleurs et sur la résistance au capitalisme international comme à la poussée de la puissance soviétique, soutenir les luttes menées dans le Tiers-Monde contre l'impérialisme, la convoitise des grandes puissances et l'iniquité du partage mondial des richesses.» A ce niveau de généralités, on doit reconnaître au texte une certaine lucidité : qui contesterait aujourd'hui l'intérêt qu'il peut y avoir à ce que les pays européens se tournent vers le Tiers-Monde pour faire face aux deux super-grands, et la condition nécessaire de cette politique, qui réside dans une attitude positive à l'égard des revendications du Tiers-Monde ?

Les relations de la France avec le Tiers-Monde ...

En reprenant à son compte un certain nombre de ces dernières (stabilisation du marché des matières premières, remise de la dette, transferts de technologie respectant l'indépendance, réformes du Fonds monétaire et de la Banque Mondiale, etc.), le Parti Socialiste donne une indéniable

consistance à son engagement tiers-mondiste. Plus sujette à caution est en revanche la volonté affichée par le PS de faire des peuples africains «les partenaires privilégiés d'une coopération» qu'il voudrait débarrassée de l'influence «d'intérêts privés métropolitains». D'abord parce que la justification apportée à ce choix («les liens historiques qui nous unissent à l'Afrique»), est pour le moins indécise : les rapines coloniales du passé ne sauraient être prises pour base solide du développement de l'amitié entre les peuples. Ensuite, parce que le caractère privé des intérêts occidentaux engagés dans le Tiers-Monde n'est pas le critère décisif de leur nature impérialiste : au vu de l'activité de certains trusts d'Etat, rien n'empêche de concevoir un néo-colonialisme fondé principalement sur des intérêts publics : que l'on songe, par exemple, à la puissance impérialiste que dégagent les liens entre la société nationalisée ELF et le régime de Bongo au Gabon. Si le PS veut convaincre les peuples africains de la pureté de ses intentions, il devrait donner des garanties plus solides qu'il ne le fait dans ce passage de son projet.

... et avec les deux superpuissances

Ce n'est cependant pas aux relations de la France avec le Tiers-Monde que le Parti Socialiste s'arrête le plus longuement

dans son projet. Il s'intéresse en effet de beaucoup plus près aux rapports que la France — et l'Europe — entretiennent avec les deux super-puissances. En particulier, il pointe le doigt sur la menace essentielle pour notre continent : «Celle de voir l'Europe transformée en théâtre d'opération à la seule initiative des deux super-puissances». De ce postulat, il tire plusieurs conclusions dignes d'intérêt. La première est le refus du choix giscardien d'une participation française à une «bataille de l'avant» qui se déclencherait entre les deux blocs ; et le fait est que pareil engagement revient à engager automatiquement la France aux côtés des Etats-Unis dans un conflit Est-Ouest dont notre peuple aurait tout intérêt à se tenir à l'écart. De même, le PS estime que la condition pour empêcher toute dépendance de la France à l'égard des Etats-Unis, est le maintien de sa force de dissuasion nucléaire. A moins d'envisager, ce que ne fait pas le *Projet Socialiste*, une guerre nationale populaire, on n'imagine effectivement guère d'autre probabilité pour un gouvernement dans notre pays.

Toutefois, la lucidité dont fait preuve ici le projet socialiste connaît d'incontestables limites. Celles-ci résident pour l'essentiel dans l'appréciation qu'il porte sur les deux super-puissances et sur la politique qu'il convient de mener à son égard. D'un côté, le «projet» dénonce longuement une mainmise américaine naissante sur l'Europe en général et sur la France en particulier : les Européens courraient le risque d'être réduits à l'état «d'Européens», et la France à celui de «province de l'Empire américain». Si l'influence idéologique exercée à travers les médias par certains courants nés outre-Atlantique mérite d'être largement prise en compte, comme le fait le texte ; si, de manière liée, le giscardisme représente, par rapport au gaullisme, un incontestable recul dans l'affrontement avec les Etats-Unis, il semble pourtant difficile de passer sous silence les contradictions qui demeurent. Elles ont porté, entre autre, dans la dernière période, sur les rapports avec le Tiers-Monde, où Giscard a tenté de dessiner une position moins rigide que celle des USA, sur des questions régionales, telles que le Proche-Orient, sur des problèmes économiques, tels que l'industrie nucléaire ou l'industrie aéronautique ; toutes les questions qui sont loin d'être négligeables. Traiter du giscardisme comme d'un vulgaire atlantisme relève de ce fait de la simplification abusive.

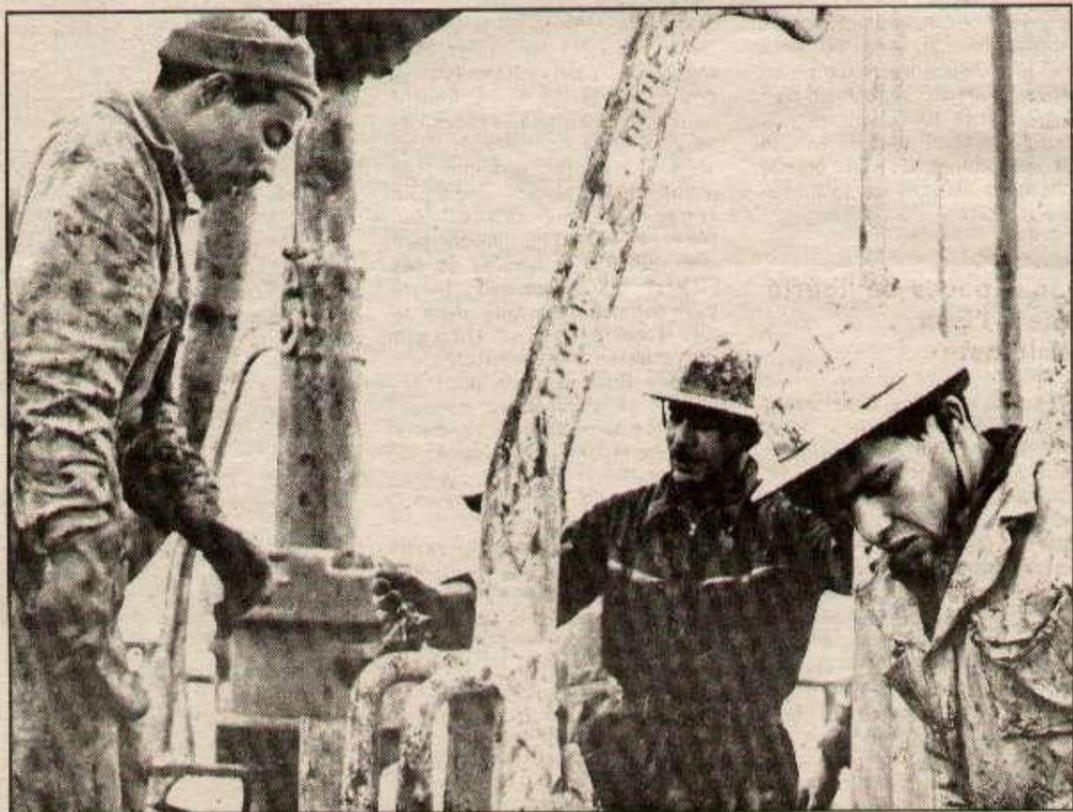
La véritable nature de l'URSS

Mais par ailleurs, le «projet socialiste» nous semble plus éloigné encore de la réalité lorsqu'il traite de l'Union Soviétique. Peut-on en effet insister, comme le fait le «projet», sur l'idée qu'on ne peut pas «parler d'un «impérialisme» soviétique au sens moderne de ce terme» ? Certes, on pourrait s'interroger sur la place respective occupée par les facteurs politiques et économiques dans la logique

expansionniste de la classe dirigeante soviétique. Mais la discussion ouverte par le «projet socialiste» n'est pas aussi strictement théorique. Que peut-on y lire en effet ? Que si «l'Union soviétique mesure à ses propres intérêts d'Etat et à sa politique de grande puissance son soutien aux luttes de libération du Tiers-Monde, l'impérialisme par nature, s'y appuie sans exception». Ou encore que «la vision traditionnelle des menaces faisait du bloc oriental la seule source de danger», alors que «la logique des blocs comporte en elle-même des menaces infiniment plus graves». Lisons bien : par nature, l'URSS peut soutenir des luttes de libération. Mais pour quoi faire ? Des exemples comme celui de Cuba ou du Vietnam n'ont-ils pas encore démontré que le seul but poursuivi est de réduire les pays concernés à l'état d'instrument de la politique mondiale du Kremlin ? Et l'invasion de l'Afghanistan n'est-elle pas en train de démontrer que, par nature aussi, l'URSS peut s'opposer, les armes à la main, à de telles luttes ? En vérité, l'évolution de la situation internationale n'invitait pas à une telle indulgence à l'égard de Moscou.

De la même manière, on peut se demander comment il est possible, à l'heure où l'arsenal soviétique est plus puissant que jamais, à l'heure où la nouvelle génération de fusées russes est pointée sur l'Europe, et alors que Moscou déploie ses manœuvres d'encercllement de notre continent par le Moyen-Orient, de voir s'estomper la menace qui vient de l'Est. Cette vision conduit d'ailleurs les auteurs du *Projet socialiste* à préconiser une politique pratique. Pour eux, en effet, il s'agit de «développer les échanges franco-soviétiques», ce qui aurait deux fonctions : contribuer à «la sécurité collective» et à «l'organisation d'une paix durable en Europe» ; d'autre part, «favoriser l'ouverture des sociétés de l'Est». L'ennui est justement que les années de «détente» que nous venons de traverser, et qui débouchent sur les tensions d'aujourd'hui, étaient justement le produit de semblables spéculations de la part des gouvernements occidentaux. Se trouvera-t-il toujours des hommes pour vouloir s'enfoncer dans une erreur alors que la réalité l'a déjà mise à nue ?

On aura reconnu dans ces complaisances à l'égard de l'URSS, les thèses habituellement défendues par le CERES. Il reste que celui-ci n'est ni seul, ni dominant, dans la direction actuelle du Parti Socialiste, et que ses partenaires ont pour le moins laissé écrire ces thèses qui passent désormais pour celles du parti tout entier. Certes, la phrase, présente dans le texte soumis aux militants, selon laquelle «l'axe de la sécurité européenne passe par Moscou», a disparu de la version définitive du «projet». On s'étonnera pourtant que l'essentiel des arguments qui la justifiaient et des mesures qu'elle impliquait soient restés en l'état, surtout quand on se rappellera que la Convention Nationale qui a adopté ce texte s'est tenue au mois de janvier, c'est-à-dire immédiatement après le choc de l'intervention en Afghanistan.



Au moment où le courant qui se réclame de l'écologie politique se définit avant tout comme une «nouvelle culture» et une «nouvelle morale», l'accent est mis sur la non-violence et la transformation des mentalités. On n'est pas alors loin de penser qu'on pourrait ainsi transformer progressivement et en douceur la société (voir le dernier numéro de PLS). Comme l'indique clairement un texte récent des «Amis de la Terre», qui dresse le bilan de cette première phase de l'écologie politique, «nous insistions sur la nature et la morale plutôt que sur des propositions concrètes pour transformer la société en modifiant ses rapports de pouvoir. Précisément, le mot de pouvoir était considéré comme un mot sale. Nous n'en étions pas encore à reconnaître qu'une société est le théâtre et l'enjeu de conflits ni à accepter nous-mêmes d'entrer en conflit contre nos adversaires. Cela aurait brisé nos rêves d'harmonie universelle... Nous avons cru que la force de nos convictions suffirait à convertir toute une société.» (1).

Le thème même de l'autogestion est cependant mis en avant par les écologistes politiques dès cette période : quel contenu et quelle place les «Amis de la Terre» accordent-ils alors à la perspective autogestionnaire et quel lien entretient cette perspective avec la «morale écologiste» ?

Dans un premier temps, l'autogestion semble être considérée comme un élément constitutif de la nature, ou plutôt de «l'écosystème». Celui-ci est présenté comme un concept clé de l'écologie et défini comme «l'ensemble relativement homogène et circonscrit des relations réciproques liant les espèces vivantes entre elles et au monde où elles habitent» (2), et on observe alors que «plus ils sont complexes et variés, plus les écosystèmes ont cette faculté remarquable de se séparer et de se perpétuer. Ils s'autorégulent, au grand enthousiasme des écologistes pour qui l'autogestion devient en quelque sorte une loi naturelle.» (3)

L'autogestion c'est naturel

Or malheureusement si l'on peut dire, les êtres humains qui font partie de l'écosystème se comportent avec lui comme un «éléphant dans un magasin de porcelaine», d'où alors la tâche qui est fixée aux écologistes : faire en sorte que l'homme devienne en quelque sorte plus «sage» en prenant conscience et en tenant compte de l'écosystème auquel il participe et en apprenant auprès de lui, «l'autorégulation». C'est du moins ce qui ressort clairement des articles de Brice Lalonde écrits en 1977 : «Les êtres humains font évidemment partie des écosystèmes, ou du moins devraient en faire partie et la contribution des écologistes à la politique pourrait se limiter à définir et promouvoir les conditions de cette intégration. Ils (les écologistes) vont un peu plus loin puisqu'ils estiment qu'une de ces conditions est justement que les sociétés humaines soient, elles aussi, autorégulées à l'image des écosystèmes.» (4)

Ainsi l'autogestion est intimement liée au projet écologique tel qu'il est alors avant tout défini : «Réintégrer la nature dans la société — restaurer l'écosystème — réconcilier les nécessités de l'écosystème avec la société.» (5)

Les phénomènes proprement

politiques ne sont pas alors réellement pris en compte ou plus exactement ils sont considérés avant tout, en référence aux phénomènes naturels. Une telle interprétation aboutit à présenter les contradictions existantes au sein de cette société comme dérivant d'un pur rapport de l'homme et de la nature qui se serait «déséquilibré». C'est dans cette problématique confuse qui masque de fait les contradictions de classe en les «naturalisant», que l'autogestion est tout d'abord présentée par Brice Lalonde : celle-ci est censée rétablir en quelque sorte un certain équilibre de l'homme et de la nature, en s'inspirant des mécanismes de l'«écosystème».

Les petits outils conviviaux

Dans le même temps, le thème de l'autogestion est étroitement lié au mot d'ordre «small is beautiful» et à la lutte contre la concentration et le gigantisme. Pour les écologistes en effet, la prise en main par les individus et les groupes de leurs propres affaires ne peut réellement exister que si celle-ci s'effectue directement sans intermédiaire, ce qui suppose nécessairement que l'objet à gérer soit relativement de petite taille, à «échelle humaine». C'est ainsi que l'énergie nucléaire, n'est pas seulement dénoncée à cause des risques importants qu'elle comporte mais aussi parce qu'elle nécessite le type même de technologie et d'industrie sur lesquels selon les écologistes, les «citoyens» ne peuvent exercer réellement leur contrôle. Les centrales nucléaires seraient ainsi, de par la nature de l'énergie qu'elles traitent, la technologie complexe qu'elles mettent en œuvre et le type d'administration qu'elles nécessitent, absolument incompatibles avec l'autogestion : «On ne peut pas construire de démocratie autour des centrales nucléaires. On ne peut construire de sociétés civiles qu'autour de petites unités de production, dont le contrôle et la responsabilité restent entre les mains des

Les écologistes et la perspective autogestionnaire

(1) A l'image de la nature

travailleurs. Cela s'appelle l'autogestion et l'on n'autogère pas une centrale nucléaire.» (6) Inversement, les énergies douces (soleil, vent...) nécessiteraient des techniques également douces et des «outils conviviaux», c'est-à-dire facilement contrôlables par les individus et les collectivités. Énergies, techniques douces, «outils conviviaux» et autogestion seraient ainsi étroitement liés.

Les écologistes constatent ainsi à leur façon que les techniques et les moyens de production ne sont pas complètement «neutres» ; mais au lieu d'y voir la marque des rapports de production capitaliste dans lequel ils s'insèrent, ils attribuent à ceux-ci des vertus et des défauts qui leur seraient inhérents. Les «outils» possèderaient ainsi leur propre logique, au-dessus d'une certaine dimension leur fonction s'inverserait et ils opprimerait les individus : «A coup sûr, écrit Brice Lalonde en 1977, c'est dans la critique des outils que les écologistes se sont spécialisés. Les transports éloignent, les communications isolent, l'école rend bête, etc. Premier adversaire, le gigantisme, la concentration. L'objectif est de retrouver l'autonomie, de rendre un sens aux activités humaines.» (7)

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les écologistes en restent ainsi à la surface des choses et en arrivent à masquer les mécanismes d'exploitation et d'oppression capitalistes. La perspective autogestionnaire est ainsi rendue clairement ambiguë et en étant réduite arbitrairement aux entreprises de petite dimension utilisant de l'énergie douce, elle ne peut manquer d'apparaître comme un dérivatif face aux problèmes bien réels de la direction et du contrôle effectif des travailleurs sur les entreprises de grande dimension utilisant les technologies complexes.

Des espaces de liberté face à l'Etat capitaliste

Dans ce domaine directement politique, le raisonnement suivi par Brice Lalonde est identique : l'Etat est présenté comme une énorme machine qui s'étend sans cesse et donc strictement incontrôlable directement par les individus. L'autogestion devient ainsi pour les écologistes, un moyen de s'opposer au développement gigantesque de l'Etat. Il s'agit d'opposer à sa mainmise dans tous les domaines de la vie sociale, des «noyaux de résistance», des «contre-pouvoirs» qui encercleraient en quelque sorte l'Etat et le déposeraient progressivement d'une partie de ses

prérogatives : «il faut à la fois refuser les extensions de l'Etat — les fichages divers par exemple — et s'étendre là où c'est possible : la ville, l'école, la lutte contre la pollution, la communication directe... il faut occuper l'espace, prendre en main tout ce qui peut l'être individuellement ou localement pour diminuer la dépendance» (8).

La perspective autogestionnaire vient alors prolonger sur le terrain social celle, individuelle, du «changement de mentalité». Il s'agit toujours en effet, de montrer que «d'autres manières de vivre, plus conformes à notre condition humaine sont dès aujourd'hui possibles» mais cette fois au niveau des groupes et des collectivités. Ces petits «îlots d'autogestion» sorte de zones libérées fonctionnant en vase clos à l'intérieur même de la société capitaliste pourraient s'étendre par la seule force de l'exemple.

Le domaine de l'Etat et celui de l'autogestion apparaissent en fait comme des domaines bien séparés et contradictoires. L'autogestion ne semble en fait pouvoir être appliquée réellement qu'au sein de petites «collectivités locales» et son objet ne semble pas devoir déborder les problèmes spécifiques de celles-ci. Le contenu de l'autogestion est avant tout «concret». Les «citoyens» autogèrent ce qui les touche très directement dans leur vie quotidienne, là où ils vivent : logement, transport, cadre de vie, transport...

L'activité des individus ou des collectivités au sein de la société semble ainsi avant tout conçue comme la défense ou la gestion de leurs intérêts particuliers, sans que soit posé clairement le problème de savoir comment cette somme d'intérêts spécifiques va pouvoir se coordonner. C'est alors qu'apparaît clairement la limite de la révolte écologiste contre l'Etat. Comme il faut bien tenter en effet d'harmoniser tant bien que mal la somme de ces intérêts, l'Etat apparaît malgré tout comme nécessaire dans le rôle d'arbitre. Et c'est encore à une analogie avec la nature qu'a recours Brice Lalonde pour expliquer ce «besoin de centralité» : «Le soleil est une centralité très contraignante, mais enfin, nous sommes habitués au soleil, il ne devient ni plus fort, ni plus faibles, d'années en années... L'Etat-vigile oui — pourquoi pas ? — Un Etat qui observerait, mettrait en garde, jouerait un autre rôle... Nous souhaitons que le central, l'étatique devienne l'exception» (9).

L'autogestion semble avoir pour but de «planter des garde-fous autour du pouvoir lui-même» de «borner l'Etat pour retrouver les communautés chaleureuses». Elle prolonge égale-

ment sur ce point les ambiguïtés de la «morale écologiste». Il s'agit en effet de «préserver un espace de liberté entre l'Etat et notre vie quotidienne». L'autogestion peut apparaître alors comme un moyen pour «vivre autrement et maintenant» dans le cadre de la société capitaliste. Et pendant que les petites communautés chaleureuses s'autogèrent, l'Etat de son côté s'occupe de ses propres affaires : «Quantité de problèmes ne trouveront leur solution qu'au niveau régional ou local dans des instances de base limitées, directement concernées... Et ce qui reste, ce qui ne peut être pris en main par le local ou le régional, là oui, le national s'en chargera» (10).

Mais à aucun moment n'est précisé quel sera le contenu de ce «reste» dont l'Etat doit s'occuper et cette omission est de taille parce que la bourgeoisie a toujours intérêt à maintenir les masses dans l'horizon borné du particularisme pour mieux gérer l'ensemble du pays selon ses propres intérêts de classe.

Aujourd'hui, il s'agit selon les Amis de la terre de passer du «témoinage à l'engagement, de l'accent mis sur la nature à l'accent mis sur la société, du moralisme à la politique». Quelle évolution va subir alors le thème de l'autogestion ? C'est ce que nous examinerons dans le prochain article.

- 1) La baleine N° 54 de fin 1980
- 2) Quand vous voudrez de Brice Lalonde et Dominique Simonnet, éditions Pauvert, collection Les Amis de la terre
- 3) Brice Lalonde dans Le Sauvage du 1^{er} juillet 1977
- 4) idem
- 5) Brice Lalonde dans Pourquoi les écologistes font-ils de la politique, Edition du Seuil, collection combat 1978
- 6) Alain Hervé commentant le livre Ecologie et Politique d'André Gorz dans Le Sauvage du 1^{er} juillet 1977
- 7) Le Sauvage du 1^{er} juillet 1977
- 8) Pourquoi les écologistes font-ils de la politique de Brice Lalonde
- 9) idem
- 10) idem

RECTIFICATIF

Dans l'article «Non violence et style de vie», publié la semaine dernière, une regrettable confusion entre Mouvement Ecologique et Mouvement d'Ecologie Politique conduit à un anachronisme. Le MEP s'est créé en 1980, aussi dans l'introduction (dernier paragraphe) faut-il remplacer Mouvement d'Ecologie Politique par Mouvement Ecologique. Dans le corps de l'article (1^{ère} colonne, 2^e paragraphe) il faut substituer 1980 à 1978.

RVI - Lyon : Pourquoi un effritement de la CGT ?

Les élections professionnelles de ces derniers mois confirment certaines tendances, apparues depuis déjà quelques années. Sans doute est-il difficile de se faire un point de vue extrêmement précis du fait que n'existent aucune statistiques globales. Cependant, même si les raisons et les justifications diffèrent sensiblement sur les causes, personne ne conteste l'évolution actuelle : un certain effritement, voire une baisse sensible dans certains cas, des positions de la CGT, qui reste cependant largement majoritaire dans l'ensemble. Dans beaucoup de cas, cette baisse profite à la CFDT, mais aussi à FO.

Quel lien cette situation entretient-elle avec la « ligne dure » actuellement suivie par la direction CGT ?

Il nous a semblé intéressant de regarder d'un peu plus près les arguments développés depuis les dernières élections du mois de juin au Comité d'entreprise de « Renault Véhicules Industriels » (ex-Berliet) à Lyon, où la CGT a enregistré un recul de 6 % alors que la CFDT progressait en moyenne de 6 % également.

Quels sont les principaux traits de la situation sur l'entreprise ? Après les départs volontaires et les mises en retraites anticipées c'est la poursuite de la réorganisation de l'appareil de production qui se traduit par la suppression d'ateliers, la ventilation du personnel. Après plusieurs mois de mobilisation « en dents de scie », la lutte pour la réintégration des délégués CGT est au point mort (ceux de la CFDT sont réintégrés).

C'est dans un climat de polémique syndicale violent qui fait rage depuis plusieurs mois qu'ont lieu les élections au CE.

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections. Les résultats font apparaître un mouvement où la CFDT progresse en pourcentage égal à la baisse de la CGT (voir encart).

La première constatation c'est la baisse CGT générale, sensible et affectant tous les collèges. La tentation est donc grande de trouver une explication globale, générale de cette baisse, et la réflexion communément admise c'est : « à cause de la polémique ».

Si l'on procède à un examen détaillé par collège, les motivations de l'adhésions des travailleurs à telle étiquette syndicale plutôt qu'à telle autre sont plus complexes.

Dans le premier collège (ouvrier), l'explication de la baisse fournie par la CGT tient en trois points :

1) Bien que ce soit des élections au Comité d'Entreprise, les travailleurs ont voté sur une étiquette syndicale et non sur le bilan de gestion du CE.

2) C'est la CGT qui supporte le poids de la bataille face au patronat ainsi que les contre-coups de la restructuration par l'affaiblissement, voire la disparition de sections syndicales.

3) L'offensive idéologique anti-CGT et anti-communiste rencontre un certain écho chez les travailleurs du fait du recentrage de la CFDT qui les trompe.

Une argumentation discutable

Que penser de cette argumentation ? La constatation sur le premier point semble correspon-



dre à la réalité. En effet, peu de travailleurs s'intéressent dans le détail aux activités du CE et n'en sont pas directement partie prenante ; ce sont un peu « toujours les mêmes ». La frange qui est susceptible de discuter sur la base d'un bilan de l'activité du CE est très limitée. Par contre la politisation de l'activité syndicale implique un choix à partir des positions globales sur l'entreprise et sur le plan national.

Sur le deuxième point : si c'est effectivement la CGT qui est présente dans les ateliers et donc qui subit les contre-coups des départs volontaires et des mutations, cela ne peut tenir lieu d'explication pour la baisse enregistrée. En effet, la première phase de la restructuration (retraites anticipées, départs volontaires) était terminée en juin 1979 et les résultats des élections de DP de novembre 1979, traduisent une situation stable (+ 0,5%) pour la CGT. L'affaiblissement de certaines sections syndicales du fait de mutations internes qui a pu intervenir depuis est trop récent pour avoir pu jouer dans de telles proportions.

C'est plutôt dans le troisième volet de l'explication qu'il faut chercher les raisons de la baisse d'influence mais en dépassant l'interprétation manichéenne de la CGT.

En effet on ne peut décidément pas taxer d'anti-CGT ou d'anti-communismes toutes les critiques faites par les travailleurs sur le bilan de l'activité syndica-

le. Quelles sont-elles ?

1) Les luttes menées depuis deux ans n'ont pas permis une avancée significative des revendications (salaire/emploi). Et surtout le bilan dressé de la lutte pour la réintégration des délégués est clair : c'est un échec.

2) La violente polémique syndicale contribue à démobiliser les travailleurs qui ressentent de plus en plus les difficultés face à l'offensive patronale. Cette polémique est jugée comme une « politisation inutile » qui nuit à la lutte.

3) Des critiques émanent aussi de la part de syndiqués ou d'ex-syndiqués, collecteurs sur le manque de démocratie : « On ne tient pas compte du point de vue ouvrier, ce sont les militants d'en haut qui décident ».

Des raisons anciennes

En comparaison au volume de critiques adressé à la CGT, la baisse enregistrée pour sensible qu'elle soit n'est pas en rapport et ceci est dû à une relative inexistence de la CFDT sur le terrain.

Plus gravement pour la CGT cela se traduit par une désyndicalisation importante que les - 6% enregistrés.

Le fait le plus marquant intervenu, c'est que la CFDT redevient le syndicat majoritaire dans le collège employés-techniciens, où depuis 4 ans la CGT avait réussi à être en tête.

On comprend mieux l'importance de cet enjeu si on le met

en rapport avec toute la politique développée par le PCF et relayée à sa façon par la CGT pour faire adhérer ces couches à son projet en vue des élections de 1978.

On peut dire que la politique développée par la CGT dans ce domaine s'est heurtée à deux obstacles sérieux :

A trop vouloir prouver qu'on est les meilleurs défenseurs du « poids lourd national » et donc garant des intérêts des ITC qui ont plus que d'autres avantage à ce que ça roule bien, on a trouvé plus fort en la personne du PDG Zanotti lui-même qui s'est permis d'annoncer en début d'année une hausse générale des commandes, de la production, des ventes et de lancer l'opération : « Le défi Renault » ; grâce à la lutte dira la CGT, grâce au sacrifice consenti par tous, dira Zanotti.

Le deuxième obstacle rencontré par la CGT : c'est la difficulté à mobiliser ces catégories pour la défense des délégués et pour la défense des revendications en général.

Dans ce contexte de restructurations où pèsent les menaces et le chantage à l'emploi, la CFDT a trouvé un bon terrain pour justifier son point de vue : « Négocions ce qui est négociable ».

Les critiques qu'elle adresse à la CGT, si elles sont souvent justifiées, auraient cependant plus de crédibilité si elles s'accompagnaient de propositions, de perspectives, ce qui est loin d'être aujourd'hui le cas.

Correspondant RVI

dans l'actualité...

Grève depuis plus de 15 jours au muséum de Paris

Le Muséum c'est bien sûr le jardin des plantes, la ménagerie, les galeries mais aussi le Musée de l'homme au Trocadéro, le zoo de Vincennes, l'arboretum de Chèvreloup, rattachés au ministère des Universités.

Depuis le 22 septembre les personnels - jardinier, administrations, gardiens de zoo, chercheur sont en grève reconduite chaque jour par l'AG. Les piquets de grève assurent la fermeture totale du jardin des plantes, de la ménagerie, du zoo de Vincennes, du musée de l'homme y compris le week end ... plusieurs dizaines de millions de pertes pour l'administration.

Parce que Jean Dorst directeur du Muséum académicien, éminent écologiste, libéral (avancé), candidat à l'Académie française a signifié à l'intersyndicale (CGT-CFDT-FEN-FO) sa décision de licencier une administrative, qui travaille pourtant depuis juin 1976. Non titulaire depuis 3 ans elle passe enfin sur un poste de contractuel, statutairement elle doit faire un stage probatoire de 6 mois (bien qu'on la connaisse depuis 3 ans) avant d'être contractuelle. L'administration décide de prolonger ce stage de

6 mois supplémentaires (jusqu'au 1^{er} octobre 1980).

Et puis c'est la nouvelle mi-septembre « que l'on se passera de ses services » au 1^{er} octobre. Après avoir refusé de donner tout motif au licenciement, « je n'ai pas de compte à rendre, elle est en stage, donc je peux faire ce que je veux » déclare Jean Dorst, l'administration communie enfin le rapport de stage. On y trouve des perles du genre « impossibilité de rapports relationnels normaux, poids mort et gêne grave pour le fonctionnement du service... ». Un changement dans l'encadrement a suffi pour la juger indésirable et comme elle n'est pas titulaire....

Et c'est bien là que réside l'importance de cette grève en cette période où les menaces s'accumulent sur les personnels de l'éducation et de la recherche scientifique : remise en cause des statuts, fin du plan de contractualisation qui se soldera par de nombreux licenciements..

Le ministère qui a enfin reçu le syndicat vendredi dernier, promettait une réponse pour ce début de semaine ... alors pour l'instant la grève continue.

Correspondance

	Collège ouvrier	Collège employé	Cadre
CGT	64,3 % (-6,6 %)	36,9 % (-13,2 %)	58,5 % (-6,8 %)
CFDT	28,1 % (+6,1 %)	51,6 % (12,7 %)	33,4 % (+8,3 %)
FO	7,6 % (+0,5 %)	11,5 % (+0,5 %)	8,1 % (+0,5 %)
CGC		PLUS DE LISTE	(-2 %)

Restructuration dans le textile du Nord — Pas-de-Calais

Débrayages et manifestations contre les licenciements

De notre correspondant dans le Nord

La région Nord - Pas-de-Calais est particulièrement touchée par le plan de restructuration de la société Boussac - Saint-Frères (Willot), puisque sur les quelques 2 000 licenciements prévus, 800 interviennent dans des entreprises de la région. Ce plan prévoit la fermeture de trois usines : Coframaille, fabrique de pulls, tee-shirts et jupes à Arras qui emploie 132 personnes (370), à la Belle Jardinière à Calais (120 sur 360), chez Coffera à Amiens (120 sur 475 personnes), chez Saint-Frères à Flixecourt (123 emplois). Par ailleurs, des licenciements doivent avoir lieu chez Ted Lapidus à Flines-les-Raches (160 sur un effectif de 3-0), à la Belle Jardinière à Calais (120 sur 360), chez Coffera à Amiens (120 sur 4-5 personnes), chez Saint-Frères à Flixecourt (Somme) et une centaine dans les usines du groupe à Saint-Quentin. Ces licenciements auxquels s'ajoutent les 312 des Filés de Fourmies (Rhône-Poulenc) ont remis en lumière, en cette fin septembre, les graves problèmes que rencontre l'industrie textile dans cette région qui fournit 28 % des activités textiles nationales.

Certes, la crise n'est pas nouvelle : en dix ans, à coups de dépôts de bilan par-ci, de dégraissage par-là, il y a eu 33 000 licenciements dans le seul secteur de Lille-Tourcoing, 4 700 dans la région de Cambrai, 4 200 dans celle de Calais, soit une moyenne de 4 000 emplois supprimés par an pour la seule industrie textile. Après un certain répit en 1979, marqué par une augmentation des exportations, en particulier dans la filature de lin, de coton, la filèterie et la bonneterie, la crise s'est nettement accélérée depuis cet été : le chômage est réapparu à la Lainière de Roubaix, chez Prouvost Masurel on réduit les horaires, beaucoup de petites usines licencient. Un chiffre significatif pour donner l'ampleur de cette aggravation : plus de 200 licenciements en une semaine dans le textile à Roubaix au mois de septembre. Une baisse de la production intérieure : 3,3 % cours du printemps et de l'été 1980 par rapport à la même période de 1979, jointe à une augmentation des importations (21 % de plus depuis le début de l'année, par rapport à la même période de 1979 alors que les exportations n'ont augmenté que de 17 %) semblent à l'origine de cette accélération de la crise. Du côté des patrons, la GRIT (Groupe Régional des Industries du Textile) dans un memorandum remis à Giscard avant son voyage dans le Nord, prétend n'y être pour rien dans cette situation et rend responsable la concurrence internationale, l'afflux des produits importés en provenance des pays jouissant des tarifs préférentiels (Tiers-Monde, la CEE, mais aussi les pays de l'Est comme la Roumanie, la Tchécoslovaquie) et les USA qui envahissent par exemple le marché français du velours. D'après ce document, 50 % du marché français est fourni par les exportations, 60 % pour les tee-shirts et 70 % pour les chemises. Les patrons en profitent pour réclamer au gouvernement des mesures de protection et surtout de nouveaux avantages, du type de ceux que l'Etat a consenti aux Frères Willots pour « remonter l'affaire »...

Des «oublis» de la part des patrons

Mais ils oublient de mentionner qu'ils continuent à empocher des profits énormes, qu'ils ont eux-mêmes choisi d'investir, de faire fabriquer une partie de leur production à l'étranger, où les

coûts de production sont plus bas (exemple : Agache, où une partie des cordes vendues par l'usine de Seclin est importée), ou investir dans des secteurs plus rentables, tels l'immobilier. Du côté des syndicats, la CGT affirme que les Willot ont bien une politique industrielle, politique de redéploiement des capitaux, dans une optique de profits maximum, d'abandon de l'industrie française et que c'est « une politique concertée à l'échelon européen avec la participation active du gouvernement français ». Elle fait référence, à propos du textile, au plan Davignon de la sidérurgie et relance sa campagne contre l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun. La solution qu'elle propose, c'est son mot d'ordre « Produire et vendre français ».

Quant à la CFDT-HACUITEX, si elle dénonce elle aussi la complicité du gouvernement avec les frères Willot, elle reproche « l'absence de stratégie industrielle du groupe », fait état de « mauvaise gestion », réclame une enquête à ce sujet et appelle à la fermeté du gouvernement.

La CGT prend prétexte de ces divergences pour faire cavalier seul dans la lutte et refuser l'unité d'action, d'autant qu'elle est majoritaire dans les usines du groupe Willot de la région les plus touchées par le plan de restructuration. Elle dénonce dans cette position une preuve de recentrage de la fédération HACUITEX, ainsi que dans l'élection du secrétaire du comité central d'entreprise : la CFDT qui n'a que 18 sièges sur 62 au CE s'est fait élire grâce à l'appui des autres syndicats alors que la CGT détient 25 sièges.

La riposte des travailleurs se trouve considérablement affaiblie par ces divisions. On en arrive à la situation suivante : la CFDT mobilise pour la manifestation du 30 septembre à Paris, où les travailleurs de chez Willot manifestent avec ceux de Biderman et de Rhône-Poulenc, tandis que la CGT appelle les ouvriers de chez Willot à se rendre à Manufrance le 18 octobre.

Une volonté de riposte

Malgré ces divisions, les travailleurs de chez Willot manifestent leur volonté de s'opposer aux mesures de licenciement : le 25 septembre, jour de la réunion du Comité Central d'entreprise qui se tenait à Wanbrechies (Nord), des débrayages ont eu lieu dans les entreprises touchées et des délégations des



usines de la région sont venues manifester. A la corderie de Seclin, les ouvriers ont débrayé le 18 septembre et le 2 octobre pour refuser les 111 mutations que prévoit le plan de restructuration, mutations qui doivent se faire dans une usine de Perenchies qui a déjà absorbé le personnel de 10 entreprises... sans que ses effectifs soient changés. Chez Ted Lapidus, à Flines-les-Raches (Douai), les ouvrières ont débrayé et manifesté dans les rues de la ville le 19 septembre, puis de nouveau le 1^{er} octobre contre les 160 licenciements. Les travailleurs

ont refusé le chantage de la direction qui prétend que l'usine ne fermera pas à la condition que les travailleurs acceptent d'abandonner leur 13^e mois, la prime de 6 %, acceptent la diminution des salaires et que les transports ne soient plus pris en charge par les patrons. Quand on sait que les salaires de cette usine vont de 2 400 francs à 2 700 francs par mois, alors que les costumes Ted Lapidus sont vendus 1 800 francs minimum, on comprend la colère des ouvriers.

A Arras, chez Coframaille, la colère a monté dans l'usine

mardi 30 septembre quand les ouvrières se sont aperçues que la direction transférait les cols et autres accessoires dans une usine sous-traitante, Rivox. Les travailleuses ont fait grève jeudi 2 octobre et se sont rendues en manifestation à la Préfecture d'Arras. Aujourd'hui, dans les usines du groupe Willot, du Nord - Pas-de-Calais, on s'est donné rendez-vous les 9 et 10 octobre pour accueillir comme il se doit Giscard d'Estaing en visite dans la région... Mais cette lutte se fera en ordre dispersé, puisqu'il y aura des cortèges séparés CGT et CFDT.

«Grand débat», petit apport

«Ce que les Français ne feront pas pour la France, personne ne le fera» : c'est sur ces fortes paroles, bien fermes et bien creuses, que Debré a terminé mardi soir sa prestation de candidat à la présidence, à l'émission «Le grand débat» sur TF1. Digne conclusion pour un discours où l'émotion mise dans la voix veut faire excuser le vide des propos. Car ce que M. Debré a à vendre, ce n'est pas un programme, c'est une image : celle de l'intransigeance gaulliste qu'il s'évertue à incarner. Donc, il est pour l'autorité, contre tous les terrorismes — et Corses, Bretons, et Auvergnats (ces derniers mis en cause on ne sait trop pourquoi), ne trouvent pas plus grâce à ses yeux que les poseurs de bombes de la rue Copernic. Il veut que la France ait une ambition, la politique un souffle et l'Etat un gouvernement de salut public (c'était aussi le titre des comités de factieux qui renversèrent la IV^e Républi-

que en 1958, ce qui fit de M. Debré, un premier ministre). Il veut des cosmonautes lancés par une fusée française (ou, si elle devait être européenne, à tout le moins avec leadership français). Il est prêt à faire appel à Carter, Thatcher et Schmidt, pour mettre à la raison, les arabes et Iraniens. Bref, s'il était président, on serait fier d'être français.

Tout de même, il a quelques mesures à proposer : des crèches, des logements sociaux, un impôt (exceptionnel) sur les grandes fortunes, et un programme de lutte contre l'alcoolisme.

M. Debré est-il dans la majorité ou en-dehors ? Pour ou contre Giscard et son indéfectible Barre ? Nous n'en avons rien su. C'est, voyez-vous, un homme qui se présente devant les Français et les Françaises, et qui est décidé à aller jusqu'au bout : les augures n'ont pas fini de s'interroger, pour savoir si sa candida-

ture sera plus nuisible à Chirac ou à Giscard, dans la chasse aux voix à laquelle ils se préparent.

Les quatre députés des grandes formations de l'Assemblée Nationale, tous choisis pour leur jeunesse — on ne sait trop pourquoi — ont tenu leur rôle. Ceux de gauche ont prévu une ou deux bonnes questions : Bapt, du PS, sur l'indulgence du pouvoir à l'égard de l'extrême droite ; Zarka, du PC, sur l'impossibilité de faire vivre aujourd'hui une famille avec moins de 4 000 francs par mois. Bapt et Longuet (UDF) se sont disputés les voix de leurs électeurs rapatriés d'Algérie. Zarka a joué l'étonnement quand il a été question de la menace soviétique. Barnier, du RPR, s'est fait des plus discrets : on ne sait trop, chez les ex-gaullistes, comment va tourner le match Chirac-Debré.

Martin RABATEL

Dès les premiers jours du conflit qui oppose l'Irak à l'Iran, le vice premier ministre irakien rendait visite à Giscard d'Estaing, le seul chef d'Etat occidental à être ainsi sollicité. Le Président du Pakistan, chargé d'une mission de «bonne volonté» par la conférence islamique, venait également à Paris après s'être rendu dans les deux capitales des pays belligérants. Pour n'avoir pas eu de résultats spectaculaires, des deux visites n'en posent pas moins des questions importantes quant aux positions du gouvernement français à l'égard du conflit.

Certes la position officielle, exprimée par le conseil des ministres du 1^{er} octobre, est relativement prudente : «La France demande que les deux pays répondent à l'appel du Conseil de Sécurité en mettant fin aux combats. Elle rappelle l'importance vitale, pour l'économie mondiale, du maintien de la libre navigation dans le Golfe et le détroit d'Ormuz. Au cours de son entretien avec le général Zia Ul Hag, président du Pakistan, le président de la République l'a assuré du soutien de la France à l'action de paix entreprise dans le cadre de la conférence islamique».

Cependant une partie du personnel politique de la majorité affiche ouvertement sa sympathie pour l'Irak, comme Chirac qui a déclaré récemment que la responsabilité du conflit incombe totalement au fanatisme iranien.

Du côté iranien, on ne cache pas l'importance que l'on attache à un appui de la France, et des commentateurs rapportaient récemment que des journaux irakiens du front titraient au début du conflit : «La France nous soutient».

Quels sont donc les raisons qui expliquent ces relations privilégiées entre l'Irak et la France ?

Pour la France : un important partenaire commercial

Du côté du gouvernement français, les raisons de maintenir et de développer de bonnes relations avec l'Irak sont très importantes.

Le premier élément qui joue, et que l'on a généralement en vue est celui de la dépendance pétrolière. L'Irak est devenu dans les dernières années le deuxième fournisseur en pétrole de la France, couvrant quelque 25% de sa consommation totale. Cependant le poids des livraisons irakiennes dans les importations pétrolières de la France trouve son origine dans les accords économiques passés entre la France et l'Irak dans deux domaines : d'une part la participation aux plans de développement de l'Irak, notamment pour la construction d'installations nucléaires, d'autre part la livraison par la France de matériels militaires. Les marchés du Moyen-Orient représente 20% du commerce extérieur de la France, hors de la CEE, mais près de la moitié des grands contrats d'équipement obtenus par les entreprises françaises. Depuis le début des années 70, des relations commerciales de plus en plus étroites se sont développées avec l'Irak. En 1974, Chirac, alors premier ministre, revenait d'Irak avec la promesse de contrats «fabuleux». Ce pays, grâce aux capitaux supplémentaires fournis par la hausse des produits du pétrole, s'était alors engagé dans de vastes plans de développement économique et le gouvernement français exprime

ouverttement l'ambition de se tailler une place de choix dans l'approvisionnement de l'Irak en biens d'équipements et en «usines clés en mains». En fait, dans les années qui ont immédiatement suivi le voyage de Chirac, les espérances du gouvernement français n'ont pas été entièrement satisfaites et ce en raison notamment de la forte concurrence des autres pays occidentaux.

Encore en 1978, malgré une nette augmentation de ses ventes, la France avec 7% du marché ne venait qu'en 4^e position dans les exportations en direction de l'Irak derrière l'Allemagne (19%), le Japon (18%) et les USA (11%). Cependant, dans les toutes dernières années, les ventes françaises ont très fortement augmenté : elles ont doublé entre 1978 et 1979, passant d'une valeur de 3,5 milliards de francs à 7 milliards.

Les raisons de ce brusque accroissement des exportations françaises tiennent d'une part à la couverture du programme nucléaire de l'Irak, d'autre part à la livraison d'armes à un pays qui ne dissimule guère ses ambitions d'hégémonie régionale.

La centrale nucléaire de Tamuz, fournie par la France, et qui devrait permettre à l'Irak d'acquiescer la maîtrise de l'énergie nucléaire, est la clef de voûte d'un programme nucléaire poursuivi en collaboration avec le Brésil, l'Italie et la France, le contrat pour la construction de la centrale de Tamuz a été signé à la fin de l'année 80. Un autre projet encore à l'étude implique l'Irak : l'installation à Koweït d'une usine d'armements commune aux pays du Golfe.

Quant à l'armement l'Irak est en bonne place dans les ventes de la France, qui écoule dans le Golfe 60% de sa production d'armes. Ce furent d'abord des hélicoptères (40 Alouette, 50 Gazelle, 3 Pumas, 11 Super félons) et des blindés légers (100 automitrailleuses, 300 véhicules type AML). Dans l'ensemble de l'arsenal irakien (2 700 chars, 332 avions de combat) cela représente assez peu. 90% du matériel est soviétique. Cependant la volonté de diversification des sources d'approvisionnement en armement qui a présidé à ces achats s'est confirmée et s'est traduite dans la dernière période par de nouvelles commandes. 100 avions Mirage F1 ont d'ores et déjà été commandés, 10 ont été livrés mais servent encore à l'entraînement des pilotes en France. L'Irak est un client potentiel pour le Mirage 2000. Thomson a obtenu un contrat de 4 milliards de francs pour l'installation électronique de systèmes de défense, de radars et de missiles. En outre d'importants contrats sont en cours pour l'équipement de la marine irakienne en bâtiments de combat (corvettes, frégates) ainsi que des bâtiments bases.

La bourgeoisie française peut donc faire jouer certains de ses

La France et l'Irak : des relations privilégiées

Par Grégoire CARRAT



atouts — maîtrise du nucléaire et de la construction d'armement — pour accroître ses positions sur le marché irakien. Et si la tendance récente à la forte augmentation des ventes françaises se confirmait, l'Irak serait en passe de devenir le premier partenaire économique de la France dans la région.

La balance commerciale de la France avec les pays de l'OPEP reste déficitaire (au contraire de l'Allemagne) et parvenir à rééquilibrer les échanges avec le second fournisseur de pétrole constituerait assurément un succès pour le gouvernement français.

Diversifier les sources d'approvisionnement

Pour l'Irak, la France apparaît comme un partenaire important, dans la mesure où elle lui offre la possibilité d'accéder à la technologie nucléaire et de diversifier ses sources d'approvisionnement en armements.

Aussi, tout au moins du côté irakien, les relations franco-irakiennes, y compris sur le plan économique sont le reflet d'une volonté politique. L'artisan de cette coopération est l'actuel chef d'Etat Saddam Hussein. En 1972, il déclarait, alors qu'il était le «N° 2» du régime : «Nous souhaitons vivement avoir avec la France des relations amicales et pas seulement des rapports ordinaires. Nous le souhaitons parce que la France ne pratique pas une politique impérialiste, parce que son attitude à l'égard du monde arabe et de la question palestinienne est différente de celle de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne de l'Ouest, avec lesquels nous avons rompu nos relations diplomatiques en raison de leur comportement hostile». A la même époque, alors qu'il nationalisait l'IPC le gouvernement irakien proposait de nouveaux contrats à la compagnie française CFP.

Du côté irakien cette volonté politique loin de se démentir n'a

été qu'en s'affirmant, faisant de la France l'interlocuteur privilégié en Occident, seul pays à être visité par les dirigeants irakiens. Les motifs ne sont pas seulement à chercher dans les réponses que la France a pu apporter aux demandes irakiennes dans les domaines nucléaire et militaire. Les réactions irakiennes à l'évolution de la situation internationale sont particulières : en 1978 Saddam Hussein déclarait : «L'Union Soviétique croit que sa propre sécurité repose sur l'extension du communisme, tandis que les USA la voit dans un monde dominé par le système bourgeois... En nous laissant entraîner dans des sphères d'influence, nous autres Arabes créons les conditions pour devenir un champ de bataille Est-Ouest». Dans un long éditorial le 3 janvier 1980, le journal du Baas écrivait notamment : «L'importance de l'Afghanistan est qu'il constitue une clé stratégique pour ouvrir la voie qui mène aux puits de pétrole... Tout le monde est étonné de ce coup d'Etat réalisé par les services secrets soviétiques et les officiers afghans formés en URSS... Cette intervention va-t-elle donner l'occasion aux ennemis de l'URSS de dévoiler les intentions de cette dernière ?» Les votes hostiles et répétés à l'égard de l'intervention soviétique indiquent clairement que, malgré la dépendance dans laquelle il se trouve à l'égard de l'URSS, l'Irak entend non seulement se démarquer de son action mais aussi l'enrayer. Cependant et c'est là un élément nouveau important, il n'entend pas renverser ses alliances à la manière égyptienne ce qui confère à la France une place tout à fait particulière aux yeux du gouvernement irakien.

Les ambitions diplomatiques françaises

Barre déclarait à une revue irakienne après son voyage à Bagdad en 1979 : «Comme vous nous, rejetons la politique des

blocs... Il est dès lors naturel que nous comparions nos analyses internationales». Stirn à la suite d'un voyage en février 1980 soulignait la «grande convergence» de ces analyses. Barre ajoutait dans la même interview «l'interdépendance des régions auxquelles nous appartenons est un fait de plus en plus évident. La nation arabe et l'Europe sont à la fois proches et complémentaires. Elles ont le plus grand intérêt à coopérer entre elles».

Barre fait ici référence à la tentative de Giscard de fonder un «trilogue Europe-Afrique-Monde Arabe» dont il s'est présenté comme l'initiateur à Kigali en 1979, en proposant de rechercher les voies d'une association étroite des trois ensembles. «Il est nécessaire, pour l'équilibre du monde de demain, que l'ensemble des pays d'Europe Occidentale, de l'Afrique et du Proche Orient réfléchissent sur les moyens d'associer plus étroitement leurs destinées».

A l'intérieur du monde arabe, ce souhait français s'est matérialisé par le voyage de Giscard dans les pays du Golfe au mois de mars 1980. Les préoccupations économiques n'en étaient pas absentes. Mais les déclarations concernant le droit de l'auto-détermination des palestiniens faites au Koweït lui ont donné une portée plus grande. Les propositions françaises ont par ailleurs largement été discutées. Il y a été décidé la création d'un institut du monde arabe, dont l'Irak a accepté d'être membre fondateur. La volonté manifeste du gouvernement français d'effectuer une percée diplomatique dans le Golfe afin de promouvoir ses projets passe nécessairement par un renforcement des liens avec l'Irak, principale puissance du Golfe.

Une convergence d'intérêts et d'analyses rapprochent la France et l'Irak et fondent leur relation privilégiée. C'est la raison essentielle de la place particulière de Paris dans les démarches diplomatiques autour du conflit Irak-Iran.

Irak - Iran

15 jours de guerre, de sombres lendemains

La guerre entre l'Irak et l'Iran présente un bilan déjà très lourd : les pertes enregistrées par les deux pays sont estimées, à la fin de la première semaine d'octobre, à plus de vingt milliards de dollars, dans des domaines clefs de l'infrastructure des deux pays : la raffinerie d'Abadan et le terminal Khargisland pour l'Iran, les installations de la région de Bagdad et le terminal d'Al Faw pour l'Irak — sans compter les installations nucléaires irakiennes vraisemblablement bombardées par l'aviation israélienne — paraissent avoir été profondément endommagés, outre les nombreuses destructions causées par les bombardements répétés.

Au moment où nous écrivons, après avoir progressé rapidement, l'armée irakienne marque le pas dans le Kouzistan autour des villes de Ahwaz, Khorramshar, Abadan. Cela, semble-t-il, pour deux raisons : les autorités ont pu dépêcher sur le front des forces qui avaient fait défaut au début, d'autre part, l'armée irakienne se voit contrainte d'asseoir ses positions, de renouveler troupes et matériel.

De faux calculs

Une partie des calculs qui avaient présidé à l'offensive irakienne paraissent avoir fait long feu : les minorités nationales de l'Iran en conflit avec les autorités de Téhéran n'ont pas rejoint l'offensive irakienne, ni même profité de celle-ci pour accroître leur pression — sauf des conflits qui ont surgi dans les provinces baltiques à l'Est du pays. Cela est également pour l'essentiel vrai des Arabes du Kouzistan. En outre, il ne semble pas que le régime soit menacé, mais au contraire qu'il parvienne, à l'intérieur de l'Iran à regrouper les forces autour de lui.

L'Irak n'étant pas disposé à renoncer, et l'Iran encore moins, à supporter l'occupation d'une partie de son territoire, les combats pourraient se prolonger. Actuellement les troupes irakiennes menacent les points névralgiques de l'exploitation pétrolière d'Ahwaz où sont concentrés

les ordinateurs qui commandent l'exploitation pétrolière et Dezful qui contrôle toutes les communications entre la capitale et les champs pétrolifères du Kouzistan. Les positions dont disposent les forces irakiennes pourraient servir de solide point de départ pour une nouvelle offensive. Du côté iranien, les éléments d'une contre-offensive sont amenés sur le front. Cependant l'essentiel des chars lourds est resté jusqu'à présent massé le long de la frontière soviétique et de la frontière afghane. Quant à l'Irak, une partie de ses meilleures troupes est immobilisée au Kurdistan. Une limite cependant existe, il n'est pas évident de part et d'autre que les approvisionnements nécessaires pourront être assurés.

L'impact sur le Golfe

Les effets de la guerre sur les pays du Golfe sont importants. Tout d'abord un axe Amman-Bagdad s'est constitué, qui offre, outre l'appui politique, le libre usage des bases aériennes jordaniennes à l'aviation irakienne. L'aviation irakienne a également pu mettre une partie de ses avions à l'abri au Koweït, dans les Emirats et en Arabie Saoudite. Par contre la Syrie s'est défendue d'avoir envoyé des hommes combattre du côté iranien — ainsi que la Libye. L'Irak l'accuse également d'avoir fourni des armes soviétiques récemment apparues dans les rangs iraniens. L'unité des pays du champ de bataille est ainsi mise à rude épreuve, tandis que l'OLP tente, sans succès, d'obtenir la fin du conflit.

L'appui même très discret apporté par les pays du Golfe à l'Irak a provoqué une violente mise en garde du premier ministre iranien qui a annoncé le 29 septembre que l'Iran considérera «en état de guerre» les pays du Golfe s'ils ne cessent leur aide à l'Irak. Il a nommé Abu Dhabi, Koweït et la Jordanie.

Retrait des troupes et règlement

Jusqu'à présent trois initiatives

ont été prises pour favoriser l'arrêt du conflit : une résolution de l'ONU demandant un cesse-le-feu, une mission de «bonne volonté» de la conférence islamique, et les navettes du chef de l'OLP, Yasser Arafat. Toutes butent sur un point essentiel : les prétentions irakiennes (cf. PLS n°13). La position iranienne a été définie par Bani Sadr dans la réponse qu'il a envoyée au secrétaire général de l'ONU : «*Tant que la guerre d'agression irakienne contre la République Islamique d'Iran se poursuit, les propositions contenues dans votre lettre et dans la résolution du conseil de sécurité ne pourront être prises en considération par notre gouvernement.*» Ce qui se conçoit aisément : qui accepterait de négocier avec les fusils ennemis braqués sur le cœur alors qu'il a encore les moyens de combattre, et qu'il se trouve dans son droit ?

Le pétrole : pas d'alarme

Les exportations des deux pays sont complètement stoppées. En ce qui concerne l'Iran cela n'a guère d'effet sur le marché. L'Irak, second producteur mondial, expédie une partie de son pétrole vers la Méditerranée. Une baisse du trafic pétrolier de 30 % a été observée. Cependant les milieux pétroliers se montrent optimistes : ils disposent de stocks stratégiques représentant 120 jours de consommation. Les membres de l'OPEP ont décidé de surseoir à leur décision de baisse de production de 10 %. En outre, dimanche, le ministre saoudien du pétrole a annoncé qu'un accord s'était fait avec les autres Etats du Golfe pour augmenter la production.

Bien que l'Iran ait fermement assuré qu'il garantirait la libre circulation dans le détroit d'Ormuz et adressé une sévère mise en garde à l'égard des puissances étrangères à la région qui, sous prétexte de garantir la libre circulation, essayaient d'intervenir, le détroit est devenu le point de convergence militaire et diplomatique des interventions extérieures.



Le président Bani Sadr dans la région des combats



Fabrication de sac de sable contre les bombardements à Téhéran

USA-URSS : partie d'échecs sur un baril de poudre

Les USA et l'URSS se sont mutuellement assuré de leur neutralité. «*Les USA sont assurément opposés à tout démembrement de l'Iran... Je pense que les Soviétiques comprennent que les USA apprécieraient toute tentative de leur part en Iran comme étant de la plus extrême gravité*» déclarait le porte-parole du département d'Etat. Le souci des Etats-Unis paraît être d'empêcher l'URSS de tirer bénéfice de l'affaire. Brejnev de son côté souhaitait que le bon sens l'emporte et que des négociations s'ouvrent. Derrière ces prises de position assez anodines se joue une toute autre partie.

Du côté américain d'abord, la mise sur pied d'une force navale américano-européenne, acceptée par les Etats du Golfe, est le souci numéro un. Les consultations se poursuivent avec la France et l'Angleterre. Des radars volants (AWACS) ont été expédiés en Arabie Saoudite à la suite des menaces iraniennes. L'Egypte a ouvert ses bases aux USA et à l'Europe pour défendre les pays musulmans «*jusqu'à l'Indonésie*», c'est-à-dire y compris l'Afghanistan.

Du côté soviétique, on semble vouloir jouer plusieurs atouts à la fois. D'abord l'URSS se dit prête à garantir la libre circulation en vue d'un accord à ce propos. Cette proposition antérieure au conflit, lui serait une occasion rêvée de rentrer très officiellement dans le Golfe. De manière moins innocente, lorsque le gouvernement iranien a fait une démarche officielle le 23

septembre pour obtenir l'arrêt des livraisons d'armes à l'Irak, il lui fut répondu «*nous restons neutres*» et les navires soviétiques en partance pour Um Qasr, le port irakien du Golfe dont la marine iranienne surveille l'accès, ont été détournés sur la Jordanie d'où leur cargaison est livrée à l'Irak. C'est peut-être l'une des raisons du voyage en Jordanie du chef de l'armée de terre soviétique, la première semaine d'octobre. Du côté syrien, plutôt proche de l'Iran, les Soviétiques mettent la dernière main à un accord de coopération qu'Assad devrait signer à Moscou très prochainement. Pour n'être pas en reste, l'ambassadeur soviétique à Téhéran a offert au Premier Ministre iranien une aide militaire. Selon *Radio Téhéran*, le Premier Ministre aurait répondu : «*Nous n'échangerions pas notre indépendance, notre liberté et la révolution islamique contre tout ce que vous pourriez nous donner.*» Cette activité diplomatique intense contraste avec les initiatives américaines éloignées du champ de bataille : à la différence des Etats-Unis, l'URSS dispose de points d'appui dans les principales capitales, les USA n'ont d'ambassade ni à Téhéran, ni à Bagdad ! L'Union Soviétique cherche donc à exploiter à fond cet atout diplomatique, qui peut la placer en position de médiateur, tout en s'appuyant à contrer toute initiative militaire américaine. Ainsi à la faveur de la guerre irano-irakienne, le centre de gravité de la rivalité soviéto-US dans la région semble s'être déplacé des abords du Golfe au cœur du Golfe, au moment où les tensions y sont extrêmes. C'est la plus grave menace présente.

L'artillerie irakienne pilonne en Iran les villes d'Abadan et de Khorramchar





Giscard expulse le directeur d'Afrique - Asie

Vendredi 3 octobre, M. Simon Malley, directeur du bimensuel *Afrique-Asie*, arrivé en taxi devant l'entrée de l'Assemblée Nationale. Aussitôt deux voitures des Renseignements généraux et plusieurs motocyclistes en civil entourent le taxi. Deux heures après son passage devant la commission des expulsions, voilà M. Malley arrêté, embarqué par la préfecture de police, enfin conduit sous escorte au premier avion à destination de New-York. A New-York, Simon Malley sera refoulé : la police française ne lui avait pas laissé le temps d'emporter ses papiers.

Pour quels motifs, cet enlèvement qui tient lieu d'expulsion ? Le matin même, interrogé à l'Assemblée Nationale par le PS sur cette affaire, Bonnet avait déclaré : « M. Malley risque de nuire par ses propos aux intérêts de la France dans les Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales. Certains de ses articles sont de véritables appels au meurtre de chefs d'Etat étrangers, le gouvernement français ne peut le tolérer ».

Ainsi, c'est bien en raison de son rôle dans la rédaction d'*Afrique-Asie*, que M. Malley a été expulsé. Le bimensuel était connu pour ses prises de positions en faveur des luttes de libération des peuples du Tiers-Monde, (soutien à la résistance palestinienne, au Front Polisario...). M. Malley manifestait sa volonté de « s'opposer aux pays colonialistes et néo-colonialistes, à tous les régimes corrompus ». Et les Hassan, Mobutu, Bongo et Dacko avaient interdit la vente du bimensuel dans leur pays.

En 1972, Simon Malley avait été menacé d'expulsion pour avoir défendu la nationalisation des compagnies pétrolières par l'Algérie. Aujourd'hui Giscard a recours aux mêmes coups pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Cette fois, les pressions de plusieurs chefs d'Etats africains l'auraient décidé à prononcer l'expulsion définitive



Simon Malley

de Simon Malley. Ce dernier cite en particulier Mobutu, en visite à Paris depuis trois semaines.

Giscard aurait-il voulu faire un « cadeau » au président du Zaïre ? Cela expliquerait peut-être la détermination du ministre de l'Intérieur dans cette affaire : le 27 juin, la police retire à Simon Malley son titre de séjour précaire et sa carte de travail et au nom de la « loi Bonnet » engage une procédure d'expulsion. Double illégalité : Simon Malley sera expulsé sans avoir reçu de condamnation définitive — comme le stipule la loi Bonnet — et aucun motif de la décision ne sera donné à l'accusé contrairement à la loi du 17 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs. Pour avoir protesté de son innocence, et refusé de céder aux pressions du gouvernement, Simon Malley a été jeté hors de France.

Passant outre les protestations des représentants de 22 pays du Tiers-Monde et des organisations de gauche française, enfreignant sa propre légalité, l'Etat français n'a pas hésité à bafouer la liberté d'expression pour protéger ses ventes en Afrique. Tous les journalistes étrangers travaillant en France devront-ils attendre l'accord de l'Elysée pour signer leurs articles ?

Régression du PC portugais aux législatives

L'avancée de la coalition conservatrice Alliance Démocratique (A.D) a été plus forte que prévu aux législatives du 5 octobre au Portugal. Avec 47,5% des suffrages exprimés (+ 2%) le groupe parlementaire de l'A.D passe de 128 à 134 députés, soit onze de plus que la majorité absolue. Le Front Républicain Socialiste (FRS) stagne à 28% (73 députés), tandis que la coalition APU réunissant le PC Portugais et le Mouvement Démocratique Portugais recule de 2% et perd sept mandats sur 47.

La progression de la droite s'explique donc surtout par l'échec du PC et de ses alliés. Le schéma général : les socialistes gagnent sur le PC mais perdent des électeurs à droite, ne rend pas compte de l'ensemble du glissement. En particulier dans

l'Aientejo, région où la population est massivement victime de la misère, ancien fief du PCP, l'APU perd 12 500 voix, le FRS en gagne 1 163 et l'AD 8 179.

Les réformes habilement entreprises à la veille des législatives par le premier ministre Sa Carneiro, dirigeant de l'AD (distribution de terre aux petits agriculteurs, relèvement des salaires, mesures sociales...) n'ont pas de mal à faire illusion après les nombreuses remises en cause les acquis de la révolution des ceillots par les socialistes. Le gouvernement majoritaire que la droite a formé avec les socialistes, offre de plus l'image d'une stabilité à un Portugal qui a connu douze gouvernements en six ans et demi et où les affrontements entre le PCP et les socialistes n'ont pas cessé de discréditer la gauche.

Cette modification du rapport de forces entre les trois coalitions a une portée d'autant plus grande que l'élection présidentielle aura lieu dans deux ans. Le général Eanes, soutenu par le Parti socialiste pourrait, du fait de l'avancée de la droite ne pas être réélu. « C'est un choix de régime politique » avait déclaré Soares le dirigeant socialiste à propos de ces législatives. L'ADF qui annonce déjà sa victoire aux présidentielles, envisage en effet de réviser la Constitution de 1976 par voie référendaire « afin d'expurger la Constitution portugaise de tous ses principes marxistes ». La gauche parle de « coup d'Etat », mais ce ne sont pas ses dénonciations répétées qui redonneront vie au mouvement populaire qui avait balayé le régime fasciste de Salazar.

L'armée aghane en décomposition

Les envahisseurs soviétiques contraints d'intervenir de plus en plus massivement dans les combats

Depuis cet été, les troupes soviétiques engagées en Afghanistan participent de plus en plus directement aux combats contre la Résistance. Cette orientation a été prise par les Russes au vu du développement et de l'intensification de la Résistance, mais aussi du fait de la décomposition de l'armée aghane.

Forte de 100 000 hommes à la veille du coup d'Etat de 1978, qui renversa Daoud, l'armée aghane ne compte aujourd'hui guère plus de 20 000 officiers et soldats. Cette décomposition de l'armée aghane ne date certes pas de l'arrivée des envahisseurs soviétiques : en août 1979, plusieurs soulèvements militaires, notamment ceux du fort de Bala-Hessar à Kaboul et de la brigade d'Asmar, dans la province de Kunar, avaient abouti à ce que de nombreux soldats et officiers rejoignent les rangs de la Résistance, avec armes et munitions. Mais le processus s'est accéléré depuis le mois de janvier : le 3 février, 1 500 soldats de la garnison de Paktya ont éliminé leurs officiers pro-soviétiques, et on rejoint la Résistance. Le 10 mars, alors que la garnison de Hossein-Kot à 40 kilomètres de Kaboul, était attaquée par les forces patriotiques, celles-ci ont récupérées de très nombreuses armes, y compris des armes anti-chars et des mitrailleuses lourdes. Le 18 mai, une brigade envoyée sur le front de Banyan s'est à son tour révoltée, exécutant plusieurs officiers avant de rejoindre elle aussi la Résistance, avec plus de 8 000 armes.

Plusieurs éléments concourent

à cette décomposition progressive de l'armée aghane, en tête desquels figure bien sûr le refus de l'occupation soviétique. La tactique suivie jusqu'à l'été dernier par les envahisseurs consistait, en effet, à mettre en avant, dans les combats contre la Résistance, les troupes régulières aghanes, les Soviétiques se « contentant » d'apporter le soutien de leur aviation, en bombardant systématiquement les zones de résistance. Le sentiment patriotique a poussé de nombreux soldats et officiers à refusé de se battre ainsi contre leurs compatriotes, au nom des intérêts des occupants.

Un autre facteur entre en ligne de compte. Le règne de Karmal est miné par les contradictions qui opposent les deux branches rivales du parti, le Khalq et le Parcham. Depuis longtemps chargé de l'armée, Amin avait pratiqué une vigoureuse épuration des « Parchanis » au profit des hommes de sa tendance. Ceux-ci restent encore largement présent dans l'armée, où ils s'opposent à l'action de Babrak Karmal. Des règlements de compte ont encore eu lieu fréquemment dans le parti, dans l'administration, mais aussi dans l'armée, entre partisans de Karmal et partisans d'Amin.

C'est pour pallier à cette situation que les occupants et le régime à leur solde mirent sur pied, dès le printemps des milices. Composés au départ des seuls membres du parti, ce qui est très insuffisant aux yeux des Russes, celles-ci tentent maintenant de s'agrandir en recrutant

des jeunes des villes, dont beaucoup d'anciens prisonniers. Le salaire offert pour rallier ces jeunes est particulièrement alléchant : 8 000 afghanis, soit presque le salaire d'un ministre sous l'ancien régime...

D'autres mesures ont été prises. Une loi récente vient d'être promulguée pour contraindre les enseignants et instituteurs à faire leur service militaire dans l'armée, alors que jusqu'ici ils n'effectuaient qu'un « service de 6 années dans l'enseignement ». De la même manière, 6 000 ingénieurs, médecins, techniciens, etc, viennent d'être appelés à faire leur service militaire. Destinée à renforcer les rangs de l'armée aghane, cette mesure semble aboutir à l'effet inverse : par milliers des étudiants ou des intellectuels quittent le pays, refusant le rôle que veut leur faire jouer Karmal contre la Résistance. 2 000 seraient ainsi arrivés à Peshawar depuis cet été, tandis que de nombreux autres arrivent dans les pays occidentaux, et notamment en RFA.

Cet état de fait — la décomposition de l'armée aghane, avec son corollaire le renforcement de la résistance — a contraint les Soviétiques à modifier leur mode d'intervention. Aux troupes effectivement retirés en juin sont venus se substituer des unités anti-guérilla, plus mobiles et plus directement impliquées dans les combats. Il s'agit-là d'un cinglant échec pour les occupants contraints d'accroître, sans cesse leurs troupes pour faire face à la Résistance.

Les militants du PCF et nous aujourd'hui

Depuis quelque temps le PCR mi a révisé son rapport au PCF et aux militants du PCF. Pour quelles raisons et dans quel but ?

L'évolution de notre rapport au PCF

Pour comprendre d'où viennent les relations souvent difficiles entre les marxistes-léninistes et les militants du PCF il est nécessaire de rappeler certains faits parmi les conditions dans lesquelles est apparu notre courant politique en France.

Il serait trop long ici de s'attarder sur le grand débat de 1963 au sein du Mouvement Communiste International opposant notamment le PC d'Union Soviétique et le PC Chinois sur la façon de se situer face à l'impérialisme et aux luttes de libération nationale dans le Tiers-monde. Dans le PCF au-delà de cette question le problème se portait sur la manière d'envisager le passage au socialisme dans un pays impérialiste comme la France. Ou bien s'adapter à ce type de société et prôner un illusoire passage pacifique au socialisme ou bien penser la révolution en tenant compte de la réalité de cette société.

Or, ce débat fondamental a été vite clos à l'intérieur du PCF. Et les militants qui défendaient des positions contraires à la direction du PCF ont subi une dure répression. La circulation des textes contraires aux thèses du PCUS a été bloquée ; pressions, menaces, exclusions, ensuite lorsque des militants ont commencé à s'organiser à l'extérieur, le PCF a lancé des attaques physiques de meetings, de militants isolés et dénoncé des militants aux patrons et à la police. Ces pratiques ont obligé les marxistes-léninistes à adopter une attitude dure face au PCF.

Cette première démarcation ne pouvait être que limitée ; d'un côté elle menait la bataille pour la défense des principes marxistes-léninistes, mais en même temps elle inscrivait cette défense dans un cadre ancien en décalage avec la réalité. Cela n'a guère permis de fournir une alternative révolutionnaire aux militants restés au PCF.

Plus tard, l'audience de la Révolution Culturelle en Chine a convaincu des milliers de gens qu'un pays socialiste pouvait approfondir sa Révolution, réduire les écarts et ne pas revenir en arrière comme en URSS. Les rangs des marxistes-léninistes sous l'effet de la Révolution Culturelle et de 1968 se sont développés.

Mais c'est surtout à partir du début des années 70 que nous avons entamé la fusion de la théorie et de la pratique. Progressivement ont été formulés un nouveau type de rapport aux masses, une conception du centralisme démocratique, des propositions pour une société socialiste en France qui entraînent en contradiction profonde avec la ligne et le fonctionnement du PCF.

Pendant que le PCF subordonnait par tous les moyens les nombreuses luttes ouvrières aux perspectives électorales du programme commun, nous nous sommes appuyés à l'intérieur de ces luttes sur les aspirations d'une couche de travailleurs à une autre société pour construire une perspective révolutionnaire. L'affrontement entre ces deux conceptions a été vive entre le PCF et nous mais aussi entre le PCF et ces travailleurs. Ceux qui ont connu cette époque ne sont pas prêts d'oublier le comportement du PCF à LIP.

Mais si dans les luttes nous pouvions encore nous retrouver au côté de certains militants du PCF dans la dernière étape avant mars 1978 ces possibilités n'existaient pratiquement plus.

L'ensemble des militants du PCF tendaient leurs espoirs vers une victoire électorale tant attendue. Pour nous, l'arrivée au pouvoir du PCF et le type de société qu'il pouvait mettre en place présentait des dangers. Des militants du PCF ont le même point de vue que nous là-dessus aujourd'hui mais à l'époque notre position pouvait difficilement être comprise.

Durant cette période nous avons pensé la construction d'un parti révolutionnaire essentiellement à partir de militants issus des luttes et déjà en opposition au PCF. La question de l'efficacité d'une démarche consistant à opposer à un bloc PCF et à un bloc réformiste un autre bloc révolutionnaire, se pose. Elle se pose d'autant plus aujourd'hui que la défaite de l'union de la gauche a ouvert une crise profonde dans les grandes institutions de la gauche et particulièrement au sein du PCF.

Une démarche qui prend en compte la crise du PCF

Dans le PCF après mars 1978, les contradictions contenues, en germes et mises au second plan ont éclaté.

Crise de confiance : pourquoi tout ce travail pour rien, pour permettre au PS de devenir premier parti de la gauche ? Pourquoi les masses n'ont-elles pas été largement mobilisées par les propositions du PCF ? Pourquoi avoir si longtemps bridé les luttes pour dire maintenant que l'union au sommet était insuffisante ?

Le doute s'est installé chez de nombreux militants, les réunions de cellules sont largement désertées et espacées. Les diffuseurs d'une presse qui connaît bien des péripéties se font plus rares. L'encadrement a tendance à descendre d'un échelon pour faire face aux défections des cadres de cellules et de sections, et cela y compris dans des régions de forte implantation comme la banlieue nord de Paris. Pour la fête de *L'Humanité* dans une ville comme Besançon les affiches et la vente des vignettes étaient guère perceptibles.

La réflexion a progressé depuis mars 1978 chez les militants du PCF tant sur la relation de ce parti aux masses, sur son fonctionnement interne que sur le type de société qu'il préconise, et sur ses références et relations internationales.

Même si les différentes formes d'oppositions internes se manifestent souvent avec des réponses différentes sur les problèmes posés, même si la somme de ces remises en cause ne forment pas une alternative cohérente à la direction la crise du PCF est pour lui inquiétante. Nous entendons souvent aujourd'hui, et pas seulement chez les oppositionnels affichés, des militants dire *«heureusement que le PCF n'est pas arrivé au gouvernement quand on voit son attitude actuelle»*.

La substitution au capitalisme classique d'un type de capitalisme d'Etat dans lequel le PCF s'arrogerait exclusivement le droit de représenter les masses a plus de mal à passer aujourd'hui. Le rejet de ce genre de société gagne ses propres rangs, c'est pour nous un terrain important de convergence. Ce qui était une idée établie indiscutable dans le PCF, en dehors de laquelle tout n'était qu'anti-communisme, anarchisme petit-bourgeois et bavardage intellectuel devient au contact de la réalité une source féconde d'interrogation et de recherche.

La nature des pays du bloc soviétique devient elle aussi sous la pression des événements un foyer de contradictions.

Les interrogations sur la politique internationale de l'URSS, soutenue activement par le PCF se multiplient. Comment un pays socialiste peut-il se comporter comme il le fait en Afghanistan ? L'absence des libertés les plus élémentaires dans ces pays posaient déjà des problèmes mais on pouvait encore marcher derrière l'explication : *«C'est le socialisme, mais nous avons des divergences avec les Soviétiques sur la garantie des libertés»*. Lorsque les grèves de Pologne éclatent le PCF n'avait vraiment pas besoin de cela. Les événements de la Baltique révèlent au grand jour ce que beaucoup commençaient à percevoir. Le pouvoir exercé au nom des travailleurs leur est totalement étranger, ils remettent en causes une nouvelle classe qui détourne le fruit de leur travail. Ainsi il devient plus clair que la socialisation des moyens de production et l'existence d'un parti qui se réclame du



communisme ne suffit pas à donner un caractère socialiste à une société. Par là ces événements remettent en cause le projet même du PCF.

Les réponses de la direction du PCF

Face à ce questionnement profond la direction du PCF, fidèle à elle-même s'accroche à ses vieux schémas.

La défaite de la gauche ? C'est la faute aux socialistes qui ont trahi, et à celle des travailleurs qui n'ont rien compris. Face aux interrogations des intellectuels un nouveau tournant ouvriériste est pris au nom de la défense des intérêts de classe, l'heure n'est pas à l'ouverture mais au repli du parti des pauvres pour rééquilibrer la gauche en laminant le PS.

L'Afghanistan ? Les Russes sont entrés pour abolir le droit de cuissage et chasser l'impérialisme américain. C'est une avancée des forces progressistes dans le monde, tous ceux qui n'y croient pas, comme la CFDT, sont dans le camp de l'impérialisme.

Les pays de l'Est ? Le bilan est globalement positif, même en pleine crise polonaise. La crise dans ce pays a été exportée par l'Occident.

Pour les dirigeants du PCF ces positions semblent la seule façon de maintenir les rangs serrés même au risque d'y perdre des plumes. Si il changeait radicalement de ligne, il leur faudrait remettre en cause l'ensemble de leurs références et leur conception de la politique ils ne le veulent pas, et s'ils le voulaient comment pourraient-ils maintenir la cohésion de ce parti en ouvrant toutes grandes les vannes des remises en causes fermées pendant des dizaines d'années.

Un parti du passé ou un parti de l'avenir ?

Pour ces raisons la crise du PCF nous

semble un fait durable, sans s'attendre à une chute brusque du PCF, il nous faut pleinement en tenir compte.

Les militants critiques dans le PCF, dont les oppositionnels ne sont que la partie la plus visible, en arrivant à poser de plus en plus la question des moyens pour parvenir au socialisme. Faut-il poser le problème uniquement en terme de redressement du PCF, ou bien être ouverts et attentifs à ce qui se dit et se fait à l'extérieur ?

A la fête de *L'Humanité* un militant du PCF disait à propos du livre de Marchais *L'espoir au présent : «L'espoir est pour l'avenir et pas uniquement dans notre parti, ce que dit Marchais c'est plutôt de l'espoir au passé antérieur»*.

Ce problème est bien réel, le PCF est-il un parti de l'avenir ou un parti du passé ? Comment dans ses propositions actuelles est-il en mesure d'associer, autour d'un projet de transformation révolutionnaire de la société, l'ensemble des couches et classes qui sont intéressées à un autre type de société ? A quoi attribuer le passif de ce parti vis-à-vis de toute une partie de la population de ce pays, qui est loin de se confondre avec des classes possédantes ? Sans trancher hâtivement c'est là un problème sérieux à l'intérieur comme à l'extérieur du PCF.

Pourtant la ligne suivie par le PCF ne peut pas à notre sens se confondre avec les aspirations sincères au communisme de nombreux militants et cadres de ce parti, les motivations pour lesquelles on entre au PCF, les motivations de la confiance dont il jouit chez une partie importante des travailleurs sont à étudier et à prendre en compte.

Nous voulons avec ces militants construire une alternative révolutionnaire sur des bases nouvelles, adaptées à la réalité d'aujourd'hui, et aux aspirations diverses à une autre société, tenant compte des expériences historiques positives et négatives de construction du socialisme. C'est pour ces raisons que nous réévaluons notre rapport au PCF et à ses militants.

R.E.

Pologne, la grève du 3 octobre

Une sérieuse mise en garde
contre la multiplication des entraves à l'application des accords de Gdansk

«Nous devons être fermes, sinon nous serons menés par le bout du nez», avaient dit les représentants des syndicats libres et autogérés de Pologne. Fermes face aux entraves mises à l'application des accords de Gdansk, fermes face aux tentatives de division, aux campagnes de dénigrement lancées contre les intellectuels qui soutiennent le mouvement des ouvriers depuis des années. Sur ces deux points, les derniers jours ont montré qu'il n'était pas question de céder : les virulentes attaques dont ont été l'objet certains membres du KOR ont reçu une riposte très nette : pour les syndicats libres, toute attaque visant les intellectuels sera désormais considérée comme une violation des accords, la grève d'une heure déclanchée le 3 octobre dans tout le pays, malgré les mises en garde répétées du gouvernement, montre à l'évidence que les travailleurs polonais n'ont rien perdu de leur combativité.

Solidarité avait mis trois conditions précises pour revenir sur son mot d'ordre de grève : que le gouvernement prenne des engagements très nets concernant les augmentations de salaire, qu'il donne un droit d'antenne et un accès aux mass-médias aux syndicats libres, et qu'il soit mis fin aux entraves multiples que rencontrent chaque jour les syndicats libres. Là-dessus, Solidarité n'avait obtenu que des réponses dilatoires, et des mises en garde.

Le droit de grève contesté

Avant la grève, le gouvernement avait multiplié ce qu'il intitule des appels à la raison. Kazimierz Barcikowski, vice premier ministre et négociateur des accords de Szczecin, avait accusé Solidarité de vouloir mener le

pays au chaos, au moment où l'on assistera à une «normalisation progressive de la vie économique bien qu'acquise au prix de grands efforts». Pour lui, les lenteurs réelles rencontrées dans la généralisation des augmentations de salaire n'avaient rien de délibéré, mais ne relevaient que de difficultés économiques... Et le droit de grève se voyait limité dans de telles proportions qu'on peut se demander ce qu'il en restait : «Il est interdit, selon lui, d'abuser du droit de grève reconnu en Pologne, et de l'exploiter comme une forme de menace et de pression.»

Multiples entraves aux syndicats libres

Pourtant, un mois après la signature des accords, il faut bien constater que malgré certains discours conciliants du gouver-

nement, les promesses faites sont loin d'être suivies d'effet. Les augmentations de salaire devaient intervenir en septembre. Aujourd'hui, on parle de fin novembre, pour 10 millions de travailleurs sur 12 millions, et dans des proportions moins importantes que prévu. Quant à l'accès des syndicats libres aux mass-médias, il faudrait attendre tout enregistrement officiel. Au premier octobre, la date de l'examen d'enregistrement des syndicats regroupés dans Solidarité n'était pas fixée, et le juge du tribunal de Varsovie demandait que dix points des statuts de Solidarité soient transformés. Toujours au 1^{er} octobre, sur 21 demandes d'enregistrement au tribunal régional de Varsovie, 6 seulement avaient été acceptées. Sans parler d'entraves au niveau même des usines, où beaucoup de directeurs menacent les ouvriers voulant quitter le syndicat officiel, de perdre tous les avantages matériels liés à l'appartenance au syndicat officiel ! Sans parler des tentatives de récupération massives en cours, et qui sont de deux ordres : un certain nombre de syndicats officiels affectent de se transformer en «syndicats indépendants», sans aller toutefois jusqu'à s'affilier à Solidarité, et sans même consulter leur base. Et sur le plan légal, on assiste à la mise en avant de projets de fédéralisation de tous les syndicats «sans distinction», dont le rôle serait plus ou moins de cogérer les affaires...

Le MKS : toute attaque contre les intellectuels sera considérée comme une violation des accords

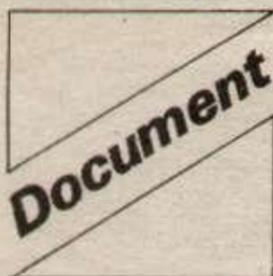
«Le 23 septembre, le journal télévisé a présenté des interviews tronquées de Marija Plonska et Jacek Kuron, deux personnes qui secondent le comité de coordination des syndicats autogérés de Gdansk.

L'émission en question est une nouvelle tentative de jeter le discrédit sur des militants et d'autres personnes soutenant le syndicat indépendant Solidarité. Nous rappelons qu'on a eu recours aux mêmes méthodes lorsqu'on refusait d'entamer les pourparlers avec le MKS de Gdansk ; il y a quelques semaines la propagande attaquait les grévistes de la même manière. Le comité de coordination des syndicats indépendants et autogérés proclame que la naissance de syndicats indépendants eût été impossible sans l'aide des hommes de bonne volonté, entre autres, sans l'aide des militants politiques indépendants qui, depuis des années, défendent les persécutés. Ils ont défendu entre autres ceux qui sont aujourd'hui parmi nous : Anna Walentynowicz, Lech Walesa, Andrzej Gwiazda, Kazimierz Switon, Andrzej Kolodziej, Alina Pienkowska, Jacek Pilichowski, licenciés et emprisonnés pour leurs activités en faveur des syndicats indépendants. Ceux que la propagande désigne par le nom de force anti-socialiste clament depuis quatre ans les thèses que l'on avance aujourd'hui dans la discussion nationale sur le programme du renouveau. Nous considérons la diffamation des militants et des personnes collaborant avec les syndicats indépendants et autogérés comme une action dirigée contre ces syndicats et comme une violation des accords de Gdansk approuvés par les ouvriers de la Pologne entière.»

(Communiqué du MKS)

Mais dans les faits, il est clair que tout est fait pour minimiser les possibilités des syndicats libres dans le processus de définition légale des syndicats. Ainsi, le Conseil d'Etat a créé

une commission pour l'élaboration d'un projet de loi sur les syndicats. Les syndicats autogérés n'ont même pas été consultés sur sa composition, et dénoncent le manque de parité qui en découle dans l'élaboration de ce projet de loi.



A propos de l'attitude du gouvernement polonais lors du mouvement de grève de cet été

Publication d'une lettre interne du secrétariat du POUP à tous les membres du parti

Durant tout le cours de la lutte, Solidarité, le journal du comité interentreprises des ouvriers de Gdansk a donné aux travailleurs le maximum d'éléments sur le déroulement de l'action dans les différentes entreprises et sur l'état des rapports avec les autorités polonaises.

Dans le numéro 2, était publiée une lettre en date du 19 août 1980, adressée par le secrétariat du POUP à tous les membres du parti, lettre qui en dit long sur la manière dont la direction du parti analysait le mouvement.

Solidarité faisait précéder la publication de ce document de la remarque suivante : «Nous livrons sans commentaires des extraits de cette lettre. Ils sont d'une clarté aveuglante».

(...) «Les éléments anti-socialistes ont pénétré dans les comités de grève et formulé des revendications politiques, des mots d'ordre dangereux et ont pris la direction de grèves.

Ces mots d'ordre mettent en cause les fondements constitutionnels de la Pologne Populaire, sont dirigés contre le facteur essentiel de notre sécurité, de notre existence nationale, notre cause commune et l'unité de

notre nation construite avec tant de peine, dans des conditions difficiles, aux prix du sacrifice de tant de martyrs.

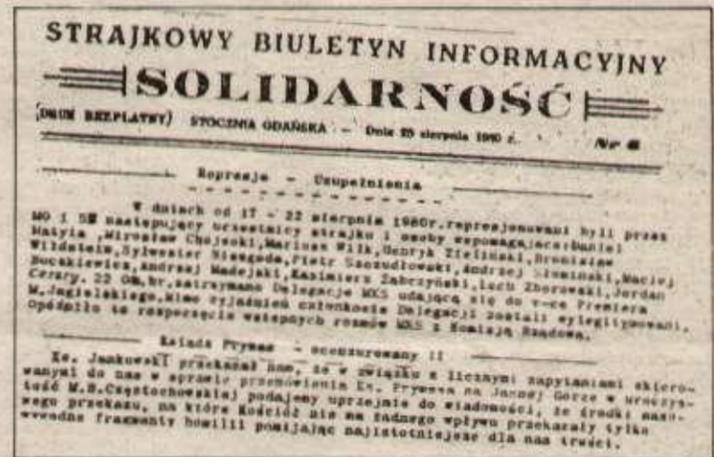
Les plus importants mots d'ordre sont la création de syndicats libres, le changement du système de vote, la suppression du contrôle de la presse et des spectacles, et la libération des prisonniers politiques.

Ces exigences tendent vers un seul but : créer des facilités d'action anti-socialistes, contre les intérêts de la classe ouvrière et contre les intérêts de la nation...

... La revendication de syndicats libres est formulée par les ennemis, non pas pour assurer une meilleure défense des intérêts des travailleurs, mais pour créer une base institutionnelle aux activités anti-socialistes dirigées contre notre parti et nos activités populaires et nationales.

La revendication de modification des procédures de vote remet en cause les principes constitutionnels sur lesquels reposent toute la coopération et le travail démocratique depuis la guerre...

La revendication de liquidation de la censure sur la presse, laquelle est déjà absolument libre, dans l'intérêt de la nation polonaise, ne cherche que la libre publication de la presse anti-socialiste (...)



La revendication portant sur la libération des prisonniers politiques repose sur le mensonge car il n'y a pas dans notre pays de prisonniers politiques...

Les revendications sont accompagnées par des actes de terreur et d'intimidation vis-à-vis de ceux qui y sont opposés. Les forces anti-socialistes aspirent à contrôler et diriger les entreprises déjà occupées par eux.

(...) Nous devons avoir pleine conscience que notre sécurité et notre indépendance ne nous sont pas garantis indéfiniment. Il dépend seulement de notre sagesse, de notre réflexion et de l'union de notre société, de notre

travail et de la constitution d'une force de masse.

En attendant les événements de Gdansk et Gdynia ont déjà encouragé les revanchards allemands, qui annoncent déjà que les événements dans les villes de Pologne apportent de l'eau au moulin de ceux qui veulent réviser les traités d'après guerre (...).

Il faut soutenir tous les agents de la force publique, les travailleurs de la milice des citoyens et les services de sécurité qui veillent pour nous.

(...) Notre parti est un parti de travail et de lutte. Aujourd'hui nous sommes appelés à combattre et nous devons gagner (...).

Sérieux avertissement

Ainsi donc, la grève du 3 octobre était largement justifiée et a été très largement suivie. A 100 % dans la région de Gdansk, Gdynia et Sopot, à Poznan, le mécontentement est tel que les ouvriers étaient prêts à la poursuivre toute la journée ! La grève s'est déroulée globalement dans la plus grande discipline, et selon les directives précises des syndicats libres : seuls certains secteurs devaient débrayer, le reste des usines montrant d'une façon ou d'une autre leur solidarité. Cela aussi montre l'influence des syndicats libres ! Une nouvelle grève, d'une journée cette fois, pourrait être envisagée le 20 octobre, si les choses n'évoluent pas sensiblement.

Monique CHERAN

Directeur de publication : R. Rodriguez
N° commission paritaire : 62 712
Compte bancaire : BNP 271 - 659 - 66
Imprimerie IPCC (Paris)

POUR TOUTE CORRESPONDANCE ECRIRE A
POUR LE SOCIALISME C/O FRONT ROUGE BP 68 PARIS 75019